



L'IMAM PRÊCHEUR, CHEIKH HOCINE OUALILI  
LORS DU SON PRÊCHE D'HIER  
« LE RAMADHAN, UNE OPPORTUNITÉ POUR  
CORRIGER LE COMPORTEMENT DE CONSOMMATION ET  
ANCER LA CULTURE DE LA MODÉRATION »

L'imam prêcheur, Cheikh Hocine Oualili, a indiqué, lors du premier prêche du vendredi du mois de ramadhan 2026 prononcé à Djamaâ El Djazaïr, que le mois de ramadhan constitue une opportunité pour corriger le comportement de consommation, ancrer la culture de la modération et relever la prise de conscience, en harmonie avec les finalités du jeûne visant la purification de l'âme et le renforcement de l'esprit de solidarité.



P.16

# ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Samedi 3 ramadhan - 21 Février 2026 - N° 1241: ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

GAZA ET CISJORDANIE  
**DÉS EXPERTS ONU SIENS  
DÉNONCENT UN RISQUE  
DE NETTOYAGE ETHNIQUE**



Dans un nouveau rapport accablant assorti d'une déclaration officielle, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a vivement critiqué les agissements des forces israéliennes. L'instance internationale redoute la mise en œuvre d'un processus visant à vider ethniquement certaines zones de leur population palestinienne.

P.7

CODE DE LA ROUTE  
**LA COMMISSION  
PARLEMENTAIRE  
PARITAIRE TIEN SA  
PREMIÈRE RÉUNION  
SUR LES DISPOSITIONS  
OBJET DE DÉSACCORD**

La commission paritaire des deux chambres du Parlement, chargée de proposer une formule consensuelle concernant les dispositions faisant l'objet de désaccord dans le texte de loi voté portant Code de la route, a tenu, jeudi au siège de l'Assemblée populaire nationale (APN), sa première réunion, indique un communiqué de l'Assemblée.

P.3

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET RÉGULATION DU MARCHÉ  
**INAUGURATION À ROUIBA DE LA PLUS  
GRANDE LAITERIE D'ALGÉRIE**



P.3

C'est un projet national majeur, une laiterie devant approvisionner le marché local et national avec une capacité de production estimée à 1,2 million de litres/jour de ce produit de large consommation, est opérationnel après 14 mois, suite à la décision de mise en œuvre prise par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

LA LANGUE AMAZIGHE DANS LE SYSTÈME JUDICIAIRE NATIONAL  
**LE MINISTRE DE LA JUSTICE PRÉSIDERA, CE SAMEDI, UNE JOURNÉE D'ÉTUDE  
SUR CE THÈME**

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaâ, présidera, ce samedi, aux côtés du secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), M. Si El Hachemi Assad, la cérémonie d'ouverture d'une journée d'étude consacrée au thème "La langue amazighe dans le système judiciaire national : vers la consécration de tamazight dans la pratique judiciaire et professionnelle", à l'Ecole supérieure de la magistrature (ESM) de Koléa.

P.16

## SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET RÉGULATION DU MARCHÉ

## INAUGURATION À ROUIBA DE LA PLUS GRANDE LAITERIE D'ALGÉRIE

**C'est un projet national majeur, une laiterie devant approvisionner le marché local et national avec une capacité de production estimée à 1,2 million de litres/jour de ce produit de large consommation, est opérationnel après 14 mois, suite à la décision de mise en œuvre prise par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.**

Par Ikram Haou

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Yacine El-Mahdi Oualid, et la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif, ont inauguré jeudi dernier un nouveau projet économique : une laiterie à Rouiba, dans la wilaya d'Alger. Ce complexe doit approvisionner le marché d'Alger et ses environs en produits laitiers, qui font l'objet d'une forte demande.

La cérémonie d'ouverture de ce nouveau projet s'est déroulée en présence de la Présidente-directrice générale (PDG) du Groupe industriel public des productions laitières « Giplait », Mme Samah Lahlouh, du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), M. Amar Takdjout, et du président de l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP), M. Ahmed Belayat.

À cet égard, ils ont mis en service une ligne de production de lait traité à ultra-haute température (UHT) d'une capacité de 200 000 litres/jour. Cela porte la capacité globale de cette nouvelle laiterie — la plus grande du genre en Algérie — à 1,2 million de litres/jour, dont un million de litres de lait pasteurisé subventionné destiné à la vente au prix réglementé.



Il est à noter que l'usine a été édifée sur une superficie de plus de 4 hectares dans la zone industrielle de Rouiba. Les phases expérimentales de production y ont débuté en février 2025, et la construction a été finalisée dans un délai record de 14 mois seulement.

Dans ce cadre, le ministre de l'Agriculture, M. Yacine El-Mahdi Oualid, a déclaré que la réalisation de cette nouvelle usine est cruciale pour renforcer la production nationale. Elle permet d'accroître l'offre en lait, aliment de base très sollicité, au profit des citoyens d'Alger et des communes limitrophes.

Il a souligné que la consommation individuelle de lait en Algérie est

estimée à 145 litres par an, alors que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) fixe la moyenne mondiale de consommation à environ 90 litres par an.

De plus, il a salué les investissements privés dans la filière et a appelé au développement d'activités à forte valeur ajoutée, notamment la production de lait infantile en partenariat avec des opérateurs étrangers, en sus de l'exportation des produits dérivés.

De son côté, la ministre du Commerce intérieur, Mme Amel Abdellatif, a estimé que cette laiterie représente un acquis national majeur. Selon elle, l'apport de quantités

significatives de lait sur le marché contribuera à satisfaire la demande croissante du consommateur algérien pour cette denrée essentielle.

La PDG du groupe « Giplait », Mme Samah Lahlouh, a précisé que la nouvelle usine de Rouiba est dotée des meilleures technologies pour assurer une performance et une qualité optimales, visant à proposer des produits supérieurs à des prix compétitifs.

Mme Lahlouh a souhaité que ce projet constitue une étape stratégique vers le développement durable de la filière lait, favorisant l'autosuffisance, l'élimination des pénuries et la stabilité du marché national des produits de première nécessité.

Par ailleurs, Mme Lahlouh a expliqué que depuis 2024, dans le cadre du soutien à la collecte de lait frais, la quantité de lait de vache collectée pour la production du sachet de lait partiellement écrémé à prix réglementé a enregistré une hausse de 52 %.

Enfin, l'autosuffisance dans le domaine laitier demeure une priorité pour notre pays. Ces efforts se concrétisent aujourd'hui par l'émergence d'institutions économiques prometteuses, à l'image de ce nouveau complexe industriel.

I.H

## INSTAURATION D'UN DISPOSITIF POUR LE MOIS SACRÉ

## LE GROUPE AGRODIV MOBILISE SES FORCES POUR GARANTIR L'APPROVISIONNEMENT

**Afin de faire face à l'afflux de consommation caractérisant la période du jeûne, les responsables du groupe public Agrodiv ont activé un plan d'action spécifique. Selon les déclarations de son directeur général par intérim, Salim Djenaihi, cette stratégie repose à la fois sur une hausse notable des cadences de fabrication et sur une présence renforcée sur les lieux de vente, en particulier les marchés éphémères installés pour l'occasion.**

Par Halim Dardar

Dans des propos rapportés par l'APS, M. Djenaihi a détaillé l'ampleur du déploiement : ce sont 425 comptoirs permanents qui ont été répartis sur l'ensemble des wilayas, incluant celles des régions sahariennes. À cela s'ajoute l'implication de l'entreprise dans 122 marchés provisoires, une initiative destinée à maintenir l'équilibre des prix et à prévenir toute pénurie sur le territoire.

L'initiative englobe également une optimisation des chaînes de

production au niveau des différentes entités du groupe. L'objectif affiché est de reconstituer les réserves stratégiques et de fluidifier l'acheminement des marchandises vers les consommateurs, en collaboration avec l'ensemble des acteurs de la chaîne logistique, a poursuivi le responsable.

Cette mobilisation est une réponse directe à l'explosion de la demande observée pendant cette période, plus particulièrement pour les dérivés de blé, les matières grasses et les préparations alimentaires industrielles. Le but est de sa-

tisfaire rapidement et constamment les besoins du public.

Pour garantir la régularité des flux, une communication soutenue a été établie avec plusieurs instances gouvernementales. Le directeur a souligné l'importance de la synergie avec les ministères en charge de l'industrie, de l'agriculture, du commerce intérieur et extérieur, ainsi qu'avec les sociétés tant publiques que privées.

Pour rappel, Agrodiv évolue en tant que compagnie nationale sous la houlette du ministère de l'Industrie. Son cœur de métier est la fabri-

cation et la vente de denrées telles que les farines, les pâtes, le café, les conserves et les jus.

La structure du groupe repose sur sept filiales dédiées aux céréales, lesquelles chapeautent 36 minoteries et deux domaines agricoles d'envergure. S'y ajoute une filiale chargée de la logistique et de la distribution, qui a sous sa responsabilité trois centres de torréfaction et de conditionnement, ainsi que trois plateformes de stockage et de vente.

H.D

## TRANSPORT DE VOYAGEURS

## 276 AUTRES BUS ARRIVENT AU PORT DE DJEN DJEN

Une nouvelle cargaison de nouveaux bus constituée de 276 unités a été réceptionnée au port de Djen Djen dans la wilaya de Jijel, a-t-on indiqué jeudi dans un communiqué de cette entreprise portuaire.

La même source a précisé que l'opération "s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la modernisation et l'amélioration des services de

transport à travers les différentes wilayas du pays".

Cette nouvelle cargaison a été réceptionnée par le groupe industriel algérien "Tirsam" dans le cadre de "la poursuite des opérations de renforcement du parc de transport public national". A rappeler qu'une cargaison de 210 bus neufs a été réceptionnée au niveau du même port le 8 février passé.

RE

## RAMADHAN

## MME ABDELLATIF PRÉSIDE UNE RÉUNION DE COORDINATION CONSACRÉE AU SUIVI DE L'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ NATIONAL

de veille chargé du suivi de l'approvisionnement du marché national en produits de large consommation, indique un communiqué du ministère.

Cette réunion "s'inscrit dans le cadre du suivi de l'approvisionnement

afin de garantir la disponibilité continue des différents produits de base ainsi que leur stabilité sur les marchés nationaux", a précisé la même source.

RE

## CODE DE LA ROUTE

# LA COMMISSION PARLEMENTAIRE PARITAIRE TIENT SA PREMIÈRE RÉUNION SUR LES DISPOSITIONS OBJET DE DÉSACCORD

**La commission paritaire des deux chambres du Parlement, chargée de proposer une formule consensuelle concernant les dispositions faisant l'objet de désaccord dans le texte de loi voté portant Code de la route, a tenu, jeudi au siège de l'Assemblée populaire nationale (APN), sa première réunion, indique un communiqué de l'Assemblée.**

Assistant à une partie de l'installation de ladite commission, le président de l'APN, M. Brahim Boughali, a exhorté ses membres à œuvrer avec compétence et responsabilité en vue de "parvenir à des résultats à la hauteur de l'action institutionnelle requise et d'aboutir à un consensus entre les deux chambres dans le traitement des dispositions faisant l'objet de désaccord dans le Code de la route", précise la même source.

La réunion de la commission paritaire a été convoquée par le doyen d'âge de ses membres, M. Nasr Eddine Baba Addoun, membre du Conseil de la nation, et ce, conformément aux dispositions de l'article 91 (alinéa 1) de la loi organique N 16-12 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le Gouvernement, modifiée et complétée, ajoute le même source.

Conformément aux procédures prévues par l'article susmentionné, "les membres présents ont élu à l'unanimité le bureau de la commission, composé de MM. Kadda Nedjadi (APN), président de la commission, Yahia Charef (Conseil de la nation), vice-président, Nou-



reddine Bounefla (Conseil de la nation), rapporteur, et Miloud Tessouh (APN), également rapporteur".

S'exprimant à cette occasion, M. Nedjadi a rappelé que la mission de la commission consistait à proposer une nouvelle mouture consensuelle

concernant les dispositions objet de désaccord entre le Conseil de la nation et l'APN dans le texte de loi relatif au Code de la route, précisant que son action visait à "renforcer le consensus et à garantir la qualité et la cohérence de la législation, au

service de l'intérêt suprême de l'Etat et pour renforcer la confiance du citoyen en les institutions constitutionnelles".

Après avoir appelé les membres du bureau élus à "faire preuve d'esprit de complémentarité et au respect strict des procédures de référence", M. Nedjadi a souligné que le succès de la commission "se mesure par sa capacité à cristalliser une mouture fédératrice réalisant l'harmonie entre les visions des deux chambres, dans le cadre d'un Parlement bicaméral et une seule voix, tout en préservant l'équilibre institutionnel consacré par la Constitution".

Pour rappel, le désaccord porte sur les articles 104, 119, 121, 124, 125, 127, 128, 129, 161, 166 et 170. La commission paritaire se penchera sur l'examen de ces dispositions à partir de sa prochaine réunion, prévue lundi prochain.

A cet égard, "un nouveau texte sera proposé sur cette question, conformément aux procédures en vigueur prévues par la Constitution, la loi organique n 16-12 modifiée et complétée, ainsi que les règlements intérieurs des deux chambres du Parlement", conclut le communiqué

RA

## PROJETS EN COURS DE RÉALISATION PAR SONELGAZ M. ADJAL PRÉSIDE UNE RÉUNION D'ÉVALUATION

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, M. Mourad Adjal, a présidé une réunion avec les cadres dirigeants de Sonelgaz, consacrée à l'examen et à l'évaluation de l'état d'avancement de nombre de projets et de dossiers importants liés à l'activité du groupe, notamment les préparatifs du programme d'action pour l'été 2026 et les projets structurants en cours de réalisation à travers plusieurs wilayas du pays, indique un communiqué du ministère.

Cette réunion tenue, jeudi au siège du groupe, en présence de cadres centraux du ministère, a permis de se pencher sur le projet de centrale d'Ifidil, de suivre la mise en œuvre des décisions découlant des visites de travail dans les wilayas et d'examiner l'état d'exploitation de la centrale MEQC à Illizi.

Après avoir suivi des exposés détaillés sur l'état et l'avancement des travaux des différents projets, le ministre a mis en avant l'importance majeure que revêtent ces projets,

notamment pour renforcer la continuité du service et répondre à la demande croissante sur l'énergie, précise la même source. M. Adjal a, dans ce cadre, insisté sur la nécessité de respecter les délais de livraison des projets, soulignant que ces derniers auront un impact direct sur l'amélioration du service public et le renforcement de la dynamique socio-économique.

Le ministre a, à cet égard, rappelé que le respect des délais contractuels constitue un facteur

essentiel pour mener à bien ces projets et atteindre les objectifs tracés, en droite ligne avec les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à soutenir le développement socio-économique et à renforcer l'infrastructure énergétique du pays, conclut le communiqué.

RA

## MANIFESTATION RAMADHAN AU PALAIS

### DES PRIX ATTRACTIFS ET GRANDE DIVERSITÉ DE PRODUITS

**A la manifestation "Ramadhan au Palais", qui se tient à la SAFEX, devenue ces dernières années un rendez-vous commercial traditionnel, mais aussi incontournable pour beaucoup, des produits de large consommation proposés et prix raisonnables attirent une foule nombreuse, en ces premiers jours du mois sacré.**

Proposant des produits de large consommation, tels que les fruits et légumes, les produits alimentaires, les viandes, les ustensiles ménagers, les produits et articles de nettoyage, et même le prêt-à-porter, les appareils électroménagers, cette foire se veut une surface commerciale complète, destinée notamment à soutenir l'activité commerciale et artisanale, tout en encourageant le produit national contribuant à dynamiser l'activité économique.

Au stand des viandes rouges, les boucheries présentes, dont la plupart sont spécialisées dans l'importation de viandes fraîches, suscite un vif intérêt. La viande ovine importée d'Espagne est proposée à 2.180 Da le kilo, tandis que la viande bovine brésilienne est affichée à 1.150 DA. Venus faire ses achats pour les premiers jours du mois sacré, plusieurs citoyens ont unanimement relevé les prix pratiqués sur les produits proposés lors

de cette foire, à l'image de Samir, père de famille, qui souligne l'importance qu'il accorde pour s'approvisionner auprès des points de vente agréés.

Dans l'espace dédié aux fruits et légumes, les prix affichés sont nettement inférieurs à ceux pratiqués dans les marchés et grandes surfaces de la capitale : la tomate à 75 DA/kg, pomme de terre à 50 Da, oignon à 70 Da, banane à 360 Da contre plus de 500 Da dans les marchés de la ville.

"Les prix sont abordables", constate Leïla, rencontrée devant l'une des nombreux étals de la foire organisée au pavillon Casbah et qui affirme surtout apprécier également la possibilité de choisir elle-même ses produits, relevant la grande diversité de l'offre proposée sur place.

Les produits surgelés enregistrent également une forte demande. La crevette est proposée à 900 DA le kilo, contre 1.100 Da l'an dernier. "En ces premiers jours du Rama-

dhan, les clients demandent surtout les petits pois, pois chiches, poissons et crevettes pour les boureks", indique une vendeuse entre deux clients servis.

Au stand réservé aux huiles, la margarine de feuilletage et le smen (900 DA pour 1,8 kg) figurent parmi les produits les plus demandés. Avec un large choix de divers produits proposés sur les étals de cette foire, les épices, comme l'incontournable "ras el hanout" et le poivron rouge, sont vendues à 1.400 DA le kilo contre 1.700 DA hors salon.

Les amateurs de café trouvent également une offre variée, avec des cafés robusta et robusta-arabica proposés en grains ou moulus. Un projet expérimental de culture locale de café vert à Larbaa, dans la wilaya de Blida, est évoqué par un exposant, lui-même torréfacteur privé.

Le salon ne se limite pas aux produits agroalimentaires: les stands d'électroménager et d'ustens-

siles ménagers attirent également de nombreux visiteurs. Djamilia, a ainsi profité de l'occasion pour dénicher un téléviseur et un hachoir, séduite par les promotions proposées à l'occasion.

D'autres gammes de produits très utilisés sont également proposées: films alimentaires, papier de cuisson, barquettes en aluminium et autres produits d'entretien ménagers sont également disponibles avec des réductions et offres promotionnelles très intéressantes, relèvent des clients. A travers une telle initiative, le salon "Ramadhan au Palais" s'impose comme un espace privilégié pour les ménagères en quête de produits variés à des prix compétitifs au cours du mois sacré. Cette foire commerciale, est ouverte quotidiennement de 10h à 17h, et se poursuivra jusqu'au 14 mars prochain.

RA

## DYNAMISME CONFIRMÉ DU TRAFIC MARITIME À ALGER

## L'EPAL AFFICHE UNE FORTE CROISSANCE AU TROISIÈME TRIMESTRE

**L'activité commerciale du Port d'Alger a connu une nette embellie entre juillet et septembre 2025, avec une augmentation de 17,31% des volumes manutentionnés par rapport à la même période de 2024. Cette performance, détaillée dans le dernier rapport de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL), est principalement tirée par l'élan des ventes à l'étranger de produits hors hydrocarbures.**

Par Ali Boudefel

Selon le document paru dans la publication périodique de l'EPAL, le flux total de marchandises, à l'arrivée comme au départ, a atteint 2,4 millions de tonnes sur cette période, contre 2 millions de tonnes un an plus tôt. Les entrées de marchandises ont progressé de 12,07%, tandis que les sorties ont bondi de 56,29%.

L'EPAL souligne que ces indicateurs, prolongeant la tendance positive observée lors des précédents trimestres, reflètent une optimisation de l'activité sur différents segments. Cela intervient malgré la mise en place, depuis juillet 2025, de nouvelles formalités imposant aux importateurs de communiquer leurs plans d'achat prévisionnels.

Le segment hors hydrocarbures, qui pèse pour 66% dans l'activité totale, a vu son volume croître de 8,57% en glissement annuel.

Par ailleurs, le nombre d'escales de navires a grimpé de 17,29% sur



la période, passant de 457 à 536 unités. Les navires ayant effectivement déchargé ou chargé des marchandises sont au nombre de 431, contre 356 lors du troisième trimestre 2024.

Dans le détail, le trafic de conteneurs confirme sa tendance haus-

sière avec 106.293 EVP (équivalent vingt pieds) enregistrés, soit une progression spectaculaire de 48,91% par rapport aux 71.383 EVP de 2024. Le poids net traité s'établit à 521.160 tonnes. Les livraisons de conteneurs pleins ont également augmenté de 30,73%, pour atteindre

30.212 unités.

Concernant le transport de personnes, la période estivale a été particulièrement fructueuse. Le nombre de voyageurs transitant par le port a grimpé de 24,61% pour s'établir à 226.053, une évolution attribuée à l'arrivée de nouvelles compagnies maritimes proposant des prix attractifs.

Côté performance opérationnelle, le temps d'attente moyen des navires avant d'accoster est descendu à 1,53 jour, contre 1,78 jour un an plus tôt. Ce gain est surtout notable pour les vraquiers, dont l'attente a été réduite de près de trois jours. En revanche, la durée de séjour à quai s'est légèrement allongée, passant de 3,43 à 3,71 jours, en raison de délais plus longs pour les cargo et les porte-conteneurs.

Enfin, sur le plan des comptes, l'EPAL dégage un bénéfice net de 1,3 milliard de dinars pour ce troisième trimestre, en très forte hausse de 74,41% par rapport à la même période de l'exercice précédent.

A.B

## STATION DE DESSALEMENT DE L'EAU DE MER DE RAS EL-ABYAD À ORAN

## REPRISE PROGRESSIVE DE LA PRODUCTION APRÈS UN INCIDENT TECHNIQUE

L'Entreprise algérienne de dessalement de l'eau (EADE) a indiqué, vendredi dans un communiqué, que la production reprendra progressivement, dans les prochaines heures, au niveau de la station de dessalement de l'eau de mer de Ras el-Abiad à Oran, après un incident technique conjoncturel ayant entraîné l'arrêt préventif temporaire de l'unité.

L'intervention au niveau de la station, d'une capacité de production de 300.000 mètres cubes par jour, "s'effectue dans une maîtrise totale de la situation, avec la mobilisation de l'ensemble des moyens humains et techniques afin d'achever les procé-

dures techniques programmées dans les plus brefs délais", a précisé la même source, rassurant que la "station devrait ainsi reprendre progressivement son activité dans les prochaines heures, jusqu'au rétablissement de sa capacité maximale de manière sûre et stable".

L'EADE a également fait observer que cette perturbation, qui a impacté l'alimentation en eau potable dans certains quartiers de la wilaya d'Oran, "demeure conjoncturelle et limitée dans le temps", soulignant que "le système de suivi et de contrôle technique a démontré son efficacité, en garantissant une intervention rapide et une bonne maîtrise de ce type de situation".

"Immédiatement après le constat du dysfonctionnement, le protocole technique d'intervention rapide a été activé", a ajouté la même source, relevant que "les équipes spécialisées relevant du groupe Sonatrach ont ainsi engagé, en coordination avec l'EADE et la Société nationale de génie civil et bâtiment (ENGCB), les opérations de diagnostic et de traitement conformément aux normes technique et industrielles en vigueur".

RE

## L' E-PAIEMENT

## FAIT DÉSORMAIS PARTIE DES HABITUDES DES ALGÉRIENS

Le paiement électronique en Algérie a progressé en 2025 de 46 %, stimulé notamment par le recours accru de nombreuses administrations publiques à ce mode de paiement pour l'accès à leurs services.

Selon le dernier bilan du Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE Monétique), le montant global des paiements électroniques (via TPE, internet ou téléphone mobile) s'est élevé à 939 milliards de dinars en 2025 contre 643,8 milliards de dinars en 2024.

Dans le détail, la valeur des paiements effectués via internet a progressé de 179 % en une année pour atteindre 145 milliards de dinars, avec plus de 27 millions de transactions, confirmant le rôle croissant de ce mode de paiement dans l'écosystème des paiements électroniques.

Un pic exceptionnel a été observé au mois de décembre 2025, avec 3,6 millions de transactions pour une valeur de 65,27 milliards de dinars, soit le niveau le plus élevé de l'année. Cette performance est principalement attribuée au paiement de la première tranche du programme AADL 3, opération réalisée exclusivement en ligne, ce qui explique la concentration exceptionnelle de la valeur durant ce mois.

Par secteur, les télécommunications (paiement des factures et rechargement des crédits auprès des opérateurs de téléphonie et des fournisseurs d'accès à internet) continuent de dominer le segment de l'e-paiement via internet, avec plus de 12 millions de transactions enregistrées, suivies des services administratifs (7,6 millions de transactions), des prestations de services (3,6 millions de transactions) et des factures d'électricité et d'eau (1,8 million de transactions).

Globalement, le nombre total de transactions en ligne a dépassé, depuis le lancement de ce mode de paiement en 2016, les 84 millions d'opérations, dont plus de la moitié a été effectuée durant les deux dernières années, selon les données du GIE Monétique.

Le bilan a relevé également l'évolution du mon-

tant moyen par transaction, passé de 1.180 dinars en 2020 à près de 5.400 dinars en 2025, illustrant la montée en gamme des paiements sur internet et le renforcement progressif de la confiance des usagers. Le GIE Monétique a fait observer, par ailleurs, que l'allègement de la procédure d'intégration à la plateforme de paiement en ligne a largement contribué à l'accélération du rythme d'intégration des web-marchands, dont le nombre a atteint 644 à fin 2025.

Ainsi, 134 nouveaux web-marchands ont été intégrés par rapport à fin 2024, soit une évolution de 26,27 %.

S'agissant du segment de l'e-paiement via les terminaux de paiement électronique (TPE), la valeur totale des transactions a doublé pour atteindre 89,5 milliards de dinars. Le parc des TPE a, quant à lui, poursuivi sa progression, passant de 68.140 unités en décembre 2024 à 78.774 unités en décembre 2025, soit une hausse de 15,61 %.

L'analyse de l'évolution annuelle du paiement de proximité met en évidence une progression soutenue, accompagnée d'une augmentation notable du montant moyen par transaction, passé de 6.000 dinars en 2020 à plus de 9.000 dinars en 2025.

## Début encourageant du m-paiement interbancaire

Au cours du premier semestre de l'année, un pic de volume a été enregistré au mois de mai, généré essentiellement par l'opération de vente de moutons à l'occasion de l'Aid El-Adha.

Cette dynamique confirme l'intégration croissante du paiement via TPE dans les comportements quotidiens, tandis que la hausse du montant moyen par transaction traduit une confiance accrue dans l'usage du paiement électronique pour des montants plus importants, selon le GIE Monétique.

Concernant le paiement mobile, le nombre de transactions intra-bancaires (entre les clients d'une même banque) réalisées via QR code a augmenté de 19 % sur un an, atteignant 69,3 millions d'opéra-

tions pour un montant global de 57,3 milliards de dinars.

Quant aux transactions P2P (transfert direct d'argent de compte à compte) intra-bancaires, l'année 2025 a confirmé la tendance haussière observée en 2024, avec 47,5 millions de transferts (+31 %) pour un montant de 647,4 milliards de dinars.

Cette évolution met en évidence le rôle majeur des transferts P2P dans la circulation des fonds entre particuliers, porté par la simplicité d'utilisation, la mobilité, la rapidité et la fiabilité du service.

Par ailleurs, l'année 2025 a été marquée par le lancement du paiement mobile interbancaire. Ce nouveau service, lancé officiellement en janvier 2025 sous l'appellation "DZ Mob Pay", repose sur l'interopérabilité assurée par le switch mobile national mis en service en juin 2024.

Le dispositif compte actuellement sept banques pilotes, avec une extension progressive prévue à l'ensemble des acteurs interbancaires.

Selon le bilan 2025 du GIE Monétique, DZ Mob Pay comptait à fin décembre 95.014 comptes particuliers et 14.283 comptes commerçants.

Ce service a cumulé, durant sa première année, 12.682 transactions par code QR et 44.369 transferts P2P, selon la même source.

S'agissant des retraits par carte sur les distributeurs automatiques de billets (ATM), le nombre d'opérations a dépassé les 235 millions de transactions valides (+19 %), pour une valeur supérieure à 4.397 milliards de dinars (+19 %).

Le nombre total d'ATM s'élève à 4.679, soit 737 distributeurs supplémentaires par rapport à 2024, traduisant les efforts soutenus des banques et d'Algérie Poste pour l'extension de leurs réseaux afin d'accompagner la croissance rapide du parc de cartes interbancaires, qui a dépassé 21,8 millions de cartes à fin 2025, tout en réduisant la pression sur les points de retrait existants, d'après les données du GIE Monétique.

RE

CONSTANTINE

## LA LAITERIE NUMIDIA AUGMENTE SA PRODUCTION

**Dans le cadre d'une stratégie saisonnière menée de concert avec sa tutelle et les autorités agricoles, la laiterie Numidia, filiale de Giplait, a considérablement accru son volume de production.**

Par Ali Boudefel

L'objectif affiché est de satisfaire la forte hausse de la demande en lait subventionné qui caractérise la période du Ramadhan. L'unité dépasse désormais le seuil quotidien de 250 000 litres, contre 200 000 litres auparavant, soit une augmentation nette de 50 000 litres par jour.

Le premier responsable de l'entreprise, Salah Bougueroura, a détaillé à l'APS les mesures mises en œuvre pour atteindre ces cadences.

Outre le lait en sachet, la fabrication de lait de vanche a été revue à la hausse, passant de 25 000 à 50 000 litres par jour, que ce produit soit vendu tel quel ou transformé en fromage. Pour tenir ces objectifs, un dispositif humain renforcé a été déployé avec la mobilisation de trois brigades fonctionnant sans interruption.

L'entreprise a également optimisé son réseau de distribution pour fluidifier l'accès au produit. De nouveaux comptoirs de vente ont vu le jour, en particulier au sein des marchés de proximité fraîchement installés. Côté logistique, la flotte de transport frigorifique de Numidia, forte de 63 camions, dont une partie en propre, assure l'approvisionnement régulier de Constantine et des régions limitrophes relevant des wilayas de Mila et Skikda.

A.B



SÉTIF

## OPÉRATION ANTI-FRAUDE DANS LES PRODUITS ESTHÉTIQUES

Par Kahina Baghdad

Une enquête minutieuse menée par la brigade mobile de police judiciaire de Sétif a permis de mettre la main sur un important lot de produits de beauté impropres à la consommation, ainsi que sur tout un arsenal destiné à maquiller leur origine et leur date limite.

L'opération, dont les détails ont été communiqués jeudi par les services de la sûreté de wilaya, a conduit à l'interpellation de deux individus.

Le commissaire principal Mohamed Ferahta, chargé de la communication au sein de la sûreté,

a expliqué que les investigations ont débuté à la suite de renseignements faisant état d'un trafic organisé dans un quartier de la ville. Un individu était soupçonné de stocker des cosmétiques arrivés à expiration, puis de les écouler auprès de revendeurs après leur avoir attribué frauduleusement de nouvelles dates de péremption.

Pour confondre les suspects, une équipe en civil a été dépêchée sur le terrain. Leurs recherches ont abouti à l'arrestation du principal mis en cause alors qu'il circulait à bord d'un fourgon. Le véhicule contenait une cargaison variée de produits cosmétiques périmés, dépourvus de toute inscription légale au registre du commerce. Son complice a été appréhendé

peu après.

Une perquisition domiciliaire, exécutée avec l'aval du parquet, a considérablement enrichi la saisie. Les forces de l'ordre ont découvert 670 articles de cosmétique hors d'usage, 907 étiquettes arborant des dates dépassées, un cachet en plastique siglé « Original » en français, un tampon dateur métallique, de l'encre et un instrument servant à effacer les mentions originelles. À cela se sont ajoutées 23 unités de substances psychotropes.

À l'issue de la procédure judiciaire, les deux hommes, âgés respectivement de 43 et 44 ans, ont été déferés devant le tribunal de Sétif pour répondre de ces faits.

K.B

BOUMERDÈS

## INAUGURATION D'UN NOUVEAU DISPOSITIF HYDRIQUE

Un réseau modernisé de distribution d'eau potable, connecté à l'usine de dessalement de Cap Djinet, a été officiellement lancé jeudi dans la partie est de la wilaya de Boumerdès. Cette infrastructure flambant neuve va considérablement améliorer le quotidien de mille cinq cents ménages qui bénéficieront désormais d'un accès régulier à cette ressource vitale. L'enveloppe consacrée à ce chantier s'élève à près de 70 millions de dinars, une somme abondée à la fois par la caisse municipale et par les services centraux du ministère, selon les précisions fournies à la wali Fouzia Naama lors de l'inauguration effectuée dans le cadre d'une tournée de terrain.

L'objectif de cette réalisation est de hisser le niveau de la prestation fournie aux citoyens, d'étendre le maillage du réseau d'adduction et de pérenniser la fourniture en eau pour les habitants. Cela participe directement à la sédentarisation des populations et à une gestion plus souveraine de la ressource sur le territoire.

Les travaux ont consisté en l'édification de deux installations de pompage, dont l'une située à Ouled Ali, et de deux citernes d'une contenance unitaire de 500 mètres cubes. Ils ont également inclus la mise en place d'une canalisation de refoulement, la rénovation et l'élargissement du maillage de canalisations à Ouled Samir, sans oublier la remise à neuf des équipements de pompage et du transformateur électrique associé. L'ensemble de ce dispositif intégré peut fournir plus de 600 mètres cubes quotidiennement, en garantissant un acheminement, un emmagasinage et une répartition de l'eau dans des conditions irréprochables.

Il est utile de rappeler que l'alimentation hydrique de la wilaya repose sur plusieurs sources : les eaux transférées depuis le barrage de Taksebt situé à Tizi-Ouzou, celles des barrages de Keddara, Hamiz et Beni Amrane, ainsi que la production des deux stations de dessalement de Cap Djinet et de Corso.

K.B

JIJEL

## DES CARAVANES COMMERCIALES SILLONNERONT LES COMMUNES MONTAGNEUSES DURANT LE RAMADHAN

Des caravanes commerciales sillonneront les communes montagneuses de la wilaya de Jijel pour exposer des produits alimentaires de large consommation à des prix compétitifs durant le mois de Ramadhan, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya.

La même source a précisé que pour assurer un approvisionnement régulier en denrées de large consommation à des prix compétitifs durant le mois de Ramadhan, ces caravanes commerciales sillonneront les communes montagneuses selon un programme arrêté à cet effet. Les marchés hebdomadaires de cinq communes ont été exceptionnellement ouverts

quotidiennement durant la Ramadhan pour assurer un approvisionnement régulier en produits alimentaires, ont ajouté les mêmes services.

En vue d'assurer la stabilité des prix, des marchés et espaces commerciaux de proximité ont été également ouverts dans les 12 communes de Jijel, Taher, El Milia, Sidi Maarouf, Settara, El Kennar Nouchfi, Texenna, Kaous, Djimla, El Aouana et Ziama Mansouriah, a encore indiqué la même source.

Ces espaces proposent légumes, fruits, viandes et denrées de large consommation à des prix étudiés, a-t-on indiqué.

R.R

## OUM EL BOUAGHI 18 NOUVEAUX ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES SERONT RÉCEPTIONNÉS EN 2026

Pas moins de 18 nouveaux établissements des trois paliers de l'enseignement seront réceptionnés en 2026 dans plusieurs communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris jeudi auprès de la direction des équipements publics. Il s'agit de 10 écoles primaires en cours de réalisation à Meskiana, Oum E Bouaghi, Ain Beida, Hanchir Toumghani et Ain Babouche, de sept CEM en chantier à Ain Beida, Ain Fakroune, Oum El Bouaghi et Ouled Kacem ainsi que d'un lycée (1000 places) au chef-lieu de wilaya, a précisé à l'APS le chef du service de suivi et gestion des opérations de cette direction, Sofiane Hassini. Une enveloppe financière estimée à 2,62 milliards DA a été mobilisée pour la réalisation de ces structures au titre du programme sectoriel centralisé des deux ministères du Logement, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du Territoire et de l'Éducation nationale ainsi que d'autres programmes, a ajouté M. Hassini.

Il est également attendu la réception de 10 classes d'extension dans des écoles des communes d'El Djazia, d'Oum El Bouaghi, de Meskiana et de Behir Ghergui et 8 autres classes d'extension répartis entre un lycée à Ain Beida et un CEM à Ain M'lila, selon la même source.

R.R

MALGRÉ DES DROITS DE DOUANE ÉLEVÉS

# LE DÉFICIT COMMERCIAL AMÉRICAIN BAT UN NOUVEAU RECORD EN 2025

**En 2025, les États-Unis ont vu leur déficit commercial grimper à 1 241 milliards de dollars, soit une hausse de 2,1 % par rapport à l'année précédente. Ce chiffre marque un nouveau record et vient contredire les promesses du président Donald Trump, qui avait misé sur les droits de douane pour rééquilibrer les échanges avec les grands partenaires comme la Chine, le Mexique, le Canada et l'Union européenne.**

Par Rihab Taleb

L'idée était de rendre les produits étrangers plus chers afin d'inciter les Américains à acheter local. Mais, dans les faits, la stratégie n'a pas fonctionné.

Les importations de biens ont atteint 3 438 milliards de dollars, et celles de services 895 milliards. Les entreprises américaines ont continué d'acheter à l'étranger des biens d'investissement, des pièces métalliques pour l'industrie, ou encore de l'énergie et des matières premières. Les ménages, eux, ont maintenu une forte demande pour les voyages et certains produits manufacturés. Autrement dit, même avec des taxes, les besoins restent là, et les importations ne ralentissent pas.

Du côté des exportations, c'est positif mais insuffisant : les ventes de



biens américains ont atteint 2 197 milliards de dollars, et celles de services 1 235 milliards. L'aéronautique, l'énergie et les produits pharmaceutiques ont soutenu cette croissance, mais cette hausse reste plus faible que celle des importations. Le déficit se creuse mois après mois. En décembre, il a atteint 70,3 milliards de dollars, soit au-dessus des prévisions des marchés qui tablaient sur 56 milliards.

Les droits de douane sont des taxes appliquées aux marchandises qui franchissent une frontière nationale, qu'elles soient importées ou exportées.

Leur rôle est double : d'une part, ils servent à protéger l'économie locale en rendant les produits étrangers plus chers et donc moins compétitifs ; d'autre part, ils constituent une ressource financière pour l'État. L'origine de ces taxes est très ancienne : dès l'Antiquité, les royaumes et empires imposaient des prélèvements sur les flux de marchandises pour contrôler leurs frontières et financer leurs activités.

Ils augmentent le prix des produits importés, mais ils ne réduisent pas forcément la demande. Quand une économie dépend de certains biens

étrangers comme les machines, les métaux ou l'énergie, elle continue de les acheter, même plus chers. Les entreprises américaines ont besoin de composants venus de l'étranger pour produire localement. Les taxes ne font donc qu'alourdir les coûts sans supprimer la nécessité d'importer.

En plus, les partenaires commerciaux réagissent souvent en imposant à leur tour des taxes sur les produits américains. Cela freine les exportations et réduit la compétitivité des entreprises américaines à l'étranger. Enfin, il y a une réalité structurelle : les États-Unis consomment plus qu'ils ne produisent dans certains secteurs, et les droits de douane ne changent pas cette dépendance. Le déficit reste concentré avec certains partenaires : l'Union européenne (notamment l'Allemagne, la France, l'Irlande et l'Italie), la Chine et le Mexique. À l'inverse, les États-Unis dégagent des excédents avec le Royaume-Uni ou les Pays-Bas. Mais globalement, la balance reste négative. On remarque aussi une montée des échanges déficitaires avec des pays comme le Vietnam et Taïwan, preuve que les circuits commerciaux évoluent et que les importations se diversifient.

Les droits de douane sont un outil de pression, mais pas une solution miracle. Ils peuvent ralentir certains flux, mais ils ne modifient pas les besoins structurels d'une économie. Pour transformer un déficit en excédent, il faudrait des mesures plus profondes : stimuler la production nationale, diversifier les exportations et réduire la dépendance aux importations stratégiques.

R.T

## LOGEMENT SOCIAL AU CAMEROUN 3 585 UNITÉS RÉALISÉES EN 17 ANS



Par Nawal Bordji

Le 12 février 2026 à Douala, la ministre de l'Habitat, Célestine Ketcha Courtès, a procédé à la remise des clés à 57 nouveaux propriétaires à Mbanga Bakoko. Cette cérémonie a été l'occasion de dresser un bilan du programme gouvernemental de construction de logements sociaux, lancé en 2009.

Celui-ci prévoyait initialement 10 000 unités et 50 000 parcelles aménagées. À ce jour, 3 585 logements ont été livrés, incluant la phase pilote du programme (1 130 réalisés sur 1 675 prévus), le Planut volet Habitat, les réalisations chinoises et celles des PME. Dans la capitale économique, 670 logements sont déjà remis, avec 40 supplémentaires attendus en mars et 30 en avril.

Depuis 2013, près de 3 000 familles ont obtenu un logement "décent" à Douala, Yaoundé, Bafoussam, Limbé, Bamenda et Sangmélima, selon la ministre. Lorsqu'elle a pris ses fonctions en 2018, seuls 420 logements étaient achevés, témoignant des difficultés initiales. Ces blocages étaient liés aux

capacités limitées de certaines PME locales, entraînant l'arrêt des chantiers. Pour y remédier, l'État a fait appel à de nouvelles entreprises aux compétences éprouvées, via des dérogations du ministère des Marchés publics.

Malgré ces progrès, l'offre reste très insuffisante face aux besoins. Le Cameroun connaît un déficit estimé à 2,5 millions de logements sociaux, une situation qualifiée de crise "aiguë". Pour y répondre, le gouvernement négocie avec des partenaires privés (Pnhg, Addoha, Lafak, Wagas) en vue de nouveaux chantiers. Mais l'accès au foncier constitue un obstacle majeur. La ministre indique que des discussions sont en cours avec le ministère des Domaines pour accélérer la délivrance des titres de propriété en 2026.

Par ailleurs, la fin des exonérations de TVA sur l'immobilier social depuis janvier 2026 introduit une nouvelle contrainte. L'application d'un taux de 10 % sur les transactions risque de renchérir les opérations et de compromettre l'accessibilité financière des logements pour les populations modestes.

N.B

## CAOUTCHOUC NATUREL LES PRIX MONTENT ET LA PRODUCTION BAISSE

Le caoutchouc naturel a figuré parmi les rares produits agricoles de base dont les cours ont grimpé en 2025, et cette orientation haussière devrait se maintenir en 2026, l'offre demeurant structurellement insuffisante face aux besoins. Selon les projections de l'Association des pays producteurs de caoutchouc naturel (ANRPC), rapportées par Reuters le 19 février, le marché mondial connaîtra un déficit d'environ 400 000 tonnes cette année, soit la sixième année consécutive de déséquilibre.

La production mondiale atteindrait 15,2 millions de tonnes, en progression de 2,4 %, tandis que la consommation s'établirait à 15,6 millions de tonnes, en hausse de 1,7 %. L'ANRPC explique cet écart par une offre qui peine à suivre, en raison de conditions climatiques défavorables, du vieillissement des plantations, de la faible productivité des petits exploitants et de la concurrence foncière.

Toutefois, la situation varie selon les régions. La Côte d'Ivoire, troisième producteur mondial, voit sa production augmenter grâce à l'expansion des surfaces cultivées. La Thaïlande, premier fournisseur, prévoit une stagnation de ses volumes, tandis que l'Indonésie, deuxième, anticipe une baisse.

Côté demande, l'Inde et la Chine restent les principaux moteurs, soutenus par des perspectives favorables en Europe et aux États-Unis. L'ANRPC souligne la hausse des immatriculations de véhicules dans l'UE et l'augmentation prévue des expéditions de pneus vers le marché américain, favorisée par de récents accords commerciaux. En janvier, l'UE et l'Inde ont conclu un accord de libre-échange réduisant les droits sur les produits en caoutchouc. Le 11 février, Washington et New Delhi ont signé un accord intérimaire ramenant de 50 % à 18 % les droits sur le caoutchouc indien.

Ce déficit persistant exerce une pression à la hausse sur les prix. Selon la Banque mondiale, le caoutchouc TSR20, très utilisé dans l'automobile, s'échangeait en moyenne à 1,77 \$ le kilo en 2025, en hausse de 1,14 % sur un an. En janvier 2026, son prix atteignait 1,84 \$, soit une augmentation de 5,7 % par rapport à décembre.

Dans ce contexte, les producteurs performants comme la Côte d'Ivoire peuvent accroître leurs revenus. Entre 2020 et 2024, le pays a exporté en moyenne 1,47 million de tonnes par an, générant 1 068 milliards FCFA (environ 1,9 milliard USD) de recettes annuelles, d'après la Direction générale des Douanes.

N.B

## GHAZA ET CISJORDANIE

## DES EXPERTS ONU SIENS DÉNONCENT UN RISQUE DE NETTOYAGE ETHNIQUE

Dans un nouveau rapport accablant assorti d'une déclaration officielle, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a vivement critiqué les agissements des forces israéliennes. L'instance internationale redoute la mise en œuvre d'un processus visant à vider ethniquement certaines zones de leur population palestinienne.

Par Karim-Akli Daoudi

Le texte met en lumière l'aggravation des hostilités, la démolition programmée de zones urbaines entières et l'entrave systématique à l'acheminement de l'assistance humanitaire. Ces éléments, couplés à des déplacements contraints suggérant une volonté d'exil définitif, font craindre le pire pour les habitants de la bande de Gaza et de la Cisjordanie.

Ce bilan, qui couvre la période allant de novembre 2024 à octobre 2025, relate l'ampleur inédite des exactions et des mutilations commises contre la population civile durant l'offensive meurtrière. Il souligne également la diffusion de la disette et l'anéantissement des derniers édifices publics, rendant la survie de plus en plus intenable dans l'enclave côtière.

Le document, qui compile des informations provenant de l'organisation mondiale, d'administrations locales et d'associations caritatives, relève que la succession d'opérations meurtrières laisse penser à un ciblage délibéré des non-combattants et de leurs installations. Il recense, entre autres, quatre cent soixante-trois décès liés à la malnutrition, parmi lesquels cent cinquante-sept mineurs.

L'entité onusienne précise que de telles exactions pourraient être qualifiées de crimes contre l'humanité, et même de génocide si la preuve est apportée d'une intention d'éradiquer une composante nationale, ethnique, raciale ou confessionnelle.



Concernant la Cisjordanie occupée et Jérusalem-Est, l'étude déplore l'emploi constant et disproportionné de la force par l'armée, les arrestations arbitraires massives, la pratique de la torture et les sévices endurés par les prisonniers, ainsi que la destruction illicite et étendue d'habitations.

L'ensemble de ces méthodes, conclut le rapport, concourt à instaurer un régime de ségrégation, de répression et de mainmise absolue sur la communauté palestinienne.

KAD

## PORT-AU-PRINCE

## L'ENGRENAGE DES MINEURS DANS LA VIOLENCE DES GANGS

Une récente évaluation onusienne, dévoilée vendredi, tire la sonnette d'alarme sur l'enrôlement massif de mineurs par les formations criminelles en Haïti, un phénomène aux répercussions tragiques sur leur existence, leur entourage et la collectivité tout entière.

L'île antillaise s'enfonce dans un tourbillon où l'insécurité, la misère et l'effondrement des institutions se renforcent mutuellement. Les groupes armés étendent leur mainmise sur une grande partie de la zone métropolitaine ainsi que sur les provinces, contraignant les habitants à l'exode et les privant d'enseignement, de soins et de services élémentaires.

La détresse économique frappe avec une acuité croissante les foyers les plus démunis. Dans ce contexte, de nombreux enfants voient dans l'adhésion aux milices une unique source de revenus. Parallèlement, les structures de soutien à l'enfance,

complètement submergées ou absentes, ne peuvent plus assurer leur mission de protection.

Le document officiel recense au moins vingt-six factions dans l'agglomération. Maîtrisant des quartiers entiers, elles rançonnent la population et livrent une guerre territoriale à des forces de l'ordre déjà épuisées. La surenchère guerrière exige un afflux continu de combattants, si bien que l'incorporation des jeunes, jadis occasionnelle, est devenue une pratique courante.

Les motifs de cet engrenage sont multiples. Si certains adolescents, acculés par la malnutrition et l'absence de perspective, franchissent le pas volontairement, d'autres sont contraints par la menace ou la coercition, souligne l'étude. Ce piège les plonge dans un univers de brutalités et de sévices, brise leur parcours scolaire et grave des blessures psychiques durables. La crainte des vindictes et la réprobation sociale rendent ensuite tout retour à une vie normale

extrêmement ardu.

Face à ce constat, l'instance internationale préconise de consolider les dispositifs de sauvegarde de l'enfance, de garantir le retour à l'instruction et de déployer des actions dissuasives dans les zones sous influence criminelle. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Volker Türk, a également exhorté les forces engagées dans la lutte anti-gang à garantir l'intégrité des plus jeunes lors de leurs interventions.

Il a par ailleurs jugé primordial que les instances nationales et la communauté internationale s'unissent pour tarir le trafic d'armes alimentant l'insécurité. Selon lui, seule une application rigoureuse des mesures restrictives décrétées par l'ONU permettra de briser la spirale infernale de la violence.

KAD

## LE COMITÉ POUR LA PROTECTION DES JOURNALISTES DONNE L'ALERTE

## DES JOURNALISTES PALESTINIENS DÉTENUS DANS DES CONDITIONS ATROCES

Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) a alerté sur la situation critique des journalistes palestiniens détenus dans les prisons de l'entité sioniste, affirmant qu'ils subissent des violences d'ordres physiques, sexuelles et psychologiques.

Le CPJ a publié jeudi un nouveau rapport dans lequel 59 journalistes palestiniens racontent la torture qu'ils ont subie dans les prisons sionistes.

Intitulé "Nous sommes revenus de l'enfer", le rapport décrit des violences "insoutenables". Yeux bandés, déshabillés, battus, insultés, les témoignages se suivent et se surpassent en termes d'horreurs. Un de ces anciens détenus, raconte qu'à "chaque fois qu'il perdait connaissance, une décharge électrique ou un coup le réveillait brutalement".

Pour Sara Qudah, directrice régionale du CPJ, "il ne s'agit pas d'incidents isolés. Dans des dizaines de cas, le CPJ a documenté des

abus récurrents - allant des coups à la privation de nourriture, en passant par les violences sexuelles et la négligence médicale - perpétrés contre des journalistes en raison de leur travail".

"Ces abus révèlent une stratégie délibérée visant à intimider et à réduire au silence les journalistes, et à anéantir leur capacité à témoigner. Le silence persistant de la communauté internationale ne fait que perpétuer ces abus", a-t-elle ajouté.

Les témoignages attestent que ces journalistes ont été directement ciblés, arrêtés et torturés pour leur travail d'information. Parmi eux, Amin Baraka a raconté avoir été interrogé à plusieurs reprises au sujet de son travail et avoir reçu des menaces de violence contre sa famille. "Un soldat sioniste m'a dit, mot pour mot en arabe, que Wael Al-Dahdouh, nous avait défaits et était resté dans la bande de Gaza, alors nous avons tué sa famille, et nous

tuerons la vôtre aussi", a-t-il affirmé.

Un autre journaliste, Mohammed Al-Atrash, a rapporté qu'avant sa libération de prison, on l'avait averti de cesser toute activité journalistique.

Le Comité pour la protection des journalistes, fondé en 1981 et basé aux Etats-Unis, a pour mission d'observer les abus contre la presse et promouvoir la liberté de la presse à travers le monde.

Il a recensé la détention d'au moins 94 journalistes palestiniens et d'un employé des médias depuis le 7 octobre 2023 : 32 journalistes et un employé des médias originaires de Gaza, 60 de Cisjordanie.

Au 19 février 2026, 30 étaient toujours détenus. En 2025, le recensement du CPJ révélait que l'entité sioniste figurait parmi les pays emprisonnant le plus de journalistes depuis 2023.

RI

## SOMALIE

## L'AIDE ALIMENTAIRE POURRAIT CESSER EN AVRIL FAUTE DE FINANCEMENTS

L'aide fournie par le Programme alimentaire mondial (PAM) à la Somalie risque, sans de nouveaux engagements financiers, de s'arrêter complètement d'ici avril, a indiqué vendredi l'agence onusienne, mettant en garde contre une situation qui "se détériore à un rythme alarmant".

"La Somalie est confrontée à l'une des crises de la faim les plus complexes de ces dernières années, alimentée par deux saisons des pluies consécutives ratées, les conflits et une forte baisse du financement humanitaire", a expliqué le PAM.

Un quart de la population (environ 4,4 millions

de personnes) "est confronté à des niveaux de crise ou pire d'insécurité alimentaire", a-t-il précisé, notant que parmi ces personnes, près d'un million souffrent de "faim sévère".

Or, "sans financement immédiat, le PAM sera contraint de mettre fin à l'aide humanitaire d'ici avril" en Somalie, a averti l'agence, rappelant que le "grave déficit de financement" auquel elle est confrontée l'a contrainte à réduire à un peu plus de 600.000 le nombre de personnes recevant une aide alimentaire d'urgence, contre 2,2 millions de personnes au début de 2025.

"Cela signifie que le PAM ne soutient actuel-

lement qu'une personne sur sept ayant besoin d'une assistance alimentaire pour survivre", a relevé l'agence, ajoutant que les "programmes de nutrition ont également été drastiquement réduits" dans le pays.

"La situation se détériore à un rythme alarmant. Les familles ont tout perdu et beaucoup sont déjà poussées à bout. Sans aide alimentaire d'urgence immédiate, les conditions vont rapidement s'aggraver", a estimé Ross Smith, directeur de la réponse aux urgences du PAM.

RI

## DÉMOCRATISATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

# LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU APPELLE À UN FONDS MONDIAL DE 3 MILLIARDS

**Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, appelle à la création d'un fonds mondial de 3 milliards de dollars pour l'intelligence artificielle.**

**Dans le but d'aider les pays en développement à combler leurs retards numériques et garantir que l'IA devienne un outil de progrès partagé, plutôt qu'un facteur d'exclusion.**

Par Yakout Abina

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a plaidé jeudi dernier pour la création d'un fonds mondial de 3 milliards de dollars consacré à l'intelligence artificielle afin de permettre aux pays en développement d'acquiescer les compétences essentielles et d'éviter qu'ils ne soient marginalisés. S'exprimant lors du sommet AI India à New Delhi, il a souligné que l'avenir de l'IA « ne peut être décidé par une poignée de pays, ni laissé aux caprices de quelques milliardaires ». Selon lui, « l'IA doit appartenir à tous ». Guterres a également appelé à remplacer la surenchère et la peur par des données probantes partagées et à combler les lacunes en matière de connaissances.

Par ailleurs, le secrétaire général a rappelé que l'Assemblée générale de l'ONU avait déjà mis en place l'an dernier un groupe scientifique international indépendant sur l'IA et lancé un dialogue mondial sur sa gouvernance au sein des Nations Unies. Selon lui, ces initiatives visent à harmoniser les efforts, défendre les droits humains, prévenir les abus et renforcer nos mesures de sécurité communes, socle de l'interopérabilité.

Il a averti que, sans investissement, cela risquerait d'exclure de nombreux pays de l'ère de l'IA, tout en insistant sur la nécessité de rendre cette technologie accessible à tous. À cet égard, il a



ainsi proposé la création d'un fonds mondial destiné à renforcer les capacités des pays en développement en matière de compétences, de données, de puissance de calcul abordable et d'écosystèmes inclusifs.

« Notre objectif est de 3 milliards de dollars. Cela représente moins de 1 % du chiffre d'affaires annuel d'une seule entreprise technologique. Un faible prix à payer pour une diffusion de l'IA qui profite à tous, y compris aux entreprises qui développent des technologies d'IA », a-t-il affirmé.

Il est important de noter que la vulnérabilité n'est pas seulement économique, elle est aussi infrastructurelle. Un pays est jugé vulnérable à l'IA dès lors qu'il n'est pas en mesure de l'adopter.

L'IA est une technologie exigeante qui repose sur deux piliers physiques souvent fragiles dans les pays en développement, à savoir une électricité stable et un internet haut débit (4G/5G). Environ 65 % de la population des pays les moins avancés reste déconnectée en 2026, ce qui constitue le princi-

pal frein à ces bénéfices.

Selon les données de 2024-2026, ce groupe comprend 44 pays qui sont les plus prioritaires pour le fonds mondial. 32 d'entre eux se situent en Afrique, notamment le Bénin, le Burkina Faso, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Sénégal, le Rwanda, ou encore le Soudan. En Asie et dans le Pacifique, des nations comme l'Afghanistan, le Bangladesh, le Cambodge, le Népal, ainsi que des États insulaires tels que les Kiribati ou les Îles Salomon font eux aussi partie de la liste.

Leur principal défi réside dans le manque d'accès à la mer, qui complique l'installation de câbles sous-marins en fibre optique. Cette contrainte rend la connectivité (nécessaire à l'IA) particulièrement coûteuse dans ces pays enclavés.

Avant d'adopter l'IA, ces nations doivent bâtir un socle de survie numérique. Le premier besoin est l'infrastructure : sans une électricité stable et un accès internet haut débit abordable, l'IA reste un

luxé inaccessible. Au-delà de la technique, le besoin est humain et structurel. Il est impératif de former des talents locaux — ingénieurs, chercheurs et techniciens — capables de coder, d'entraîner et de maintenir des systèmes d'IA.

Parallèlement, la création de bases de données représentatives est vitale. Les modèles actuels, entraînés sur des contextes occidentaux, souffrent de biais qui les rendent inefficaces, voire dangereux, lorsqu'ils sont appliqués aux réalités africaines ou insulaires. L'intégration massive des langues locales (wolof, swahili, bambara, etc.) est la condition d'une accessibilité réelle, permettant aux populations non alphabétisées d'interagir oralement avec le savoir mondial.

Enfin, ces pays ont un besoin vital de cadres législatifs pour protéger leurs citoyens contre l'exploitation de leurs données.

Une fois ces bases jetées, l'IA devient un « multiplicateur de force » capable de pallier le manque de spécialistes dans des secteurs vitaux tels que l'agriculture, où elle servira de conseiller agronomique. Grâce à l'imagerie satellite et aux capteurs au sol, elle permettra également de prédire les sécheresses, de diagnostiquer les maladies des cultures via une simple photo et d'optimiser l'irrigation, garantissant ainsi la sécurité alimentaire face au changement climatique, ou encore dans les secteurs de la santé ou de l'éducation.

Pour que ce futur se réalise, le financement ne doit plus rester concentré dans quelques hubs privilégiés comme l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya ou l'Égypte. Le fonds mondial proposé doit soutenir les start-up et les partenariats public-privé sur tout le continent et dans les petites nations insulaires.

C'est à ce prix que l'IA pourra devenir, selon le vœu des Nations Unies, un bien public mondial accessible à tous, capable de transformer la vulnérabilité en une nouvelle forme de puissance technologique et humaine.

Y.A

## RÉGULATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

# UNE COMMISSION DE L'ONU SUR "CONTRÔLE HUMAIN" DE L'IA

Par Salim Naït Ouguelmim

Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a annoncé la création d'une commission de l'ONU chargée d'étudier le "contrôle humain" de l'intelligence artificielle (IA). "La science informe, mais les humains décident. Notre but est de faire du contrôle humain une réalité technique, pas un slogan", a-t-il déclaré vendredi devant le sommet mondial sur l'IA, qui s'achève à New Delhi. Il a ainsi dévoilé la formation d'une commission de 40 scientifiques internationaux. Celle-ci vise à "compléter nos connaissances sur l'IA et évaluer ses vrais effets sur les économies et les sociétés, afin que tous les pays, quelle que soit leur capacité en IA, aient la même clarté". "Si nous voulons que l'IA serve l'humanité, notre politique ne peut se fonder sur des paris, du battage ou

de la désinformation. Nous avons besoin de faits que nous pouvons croire et partager", a insisté M. Guterres. "Quand nous comprendrons ce que les systèmes peuvent faire ou non, nous pourrions prendre des mesures pour mettre en place des protections plus intelligentes et adaptées aux risques", a-t-il poursuivi. "Nous fonçons dans l'inconnu. L'innovation liée à l'IA avance à la vitesse de la lumière et dépasse notre capacité collective à la comprendre, et encore plus à la gouverner", a souligné le chef de l'ONU. "Le message est simple : moins de battage, moins de peurs, plus de faits et de preuves", a-t-il conclu.

Quatrième du genre, le sommet de New Delhi réunit dirigeants politiques et toute l'élite de la "tech" pour se pencher sur l'impact de l'IA. Une déclaration commune est attendue dans la journée.

S.N.O

## EXPLORATION LUNAIRE

# LA NASA RÉUSSIT LA RÉPÉTITION GÉNÉRALE DE SA FUSÉE SLS POUR ARTEMIS 2

L'agence spatiale américaine (NASA) a annoncé avoir mené à bien le test de répétition générale du lancement de sa fusée SLS, une étape cruciale pour la mission Artemis 2. Celle-ci doit envoyer des astronautes autour de la Lune pour la première fois depuis plus de 50 ans, ont rapporté des médias vendredi. Il s'agit de la deuxième répétition organisée par l'agence. La première, début février, avait dû être écourtée en raison de problèmes techniques.

Jeudi, la NASA a indiqué que tout s'était déroulé comme prévu. La répétition générale s'effectue dans des conditions réelles, avec des réservoirs pleins et des vérifications techniques poussées. À Cap Canaveral, en Floride, les ingénieurs ont reproduit les manœuvres prévues le jour du décollage. Les imprévus du mois dernier, dont une fuite d'hydrogène liquide, avaient compromis le lancement d'Artemis 2, initialement espéré en février. Le décollage est désormais reporté au plus tôt au 6 mars.

Artemis 2 marquera le premier vol habité en direction de la Lune depuis 1972. Trois Américains et un Canadien participeront à cette mission historique.

S.N.O

## NUMÉRISATION DES LIVRES

# LA BIBLIOTHÈQUE DE CHLEF FRANCHIT UN PAS GIGANTESQUE

**La Bibliothèque principale de lecture publique de Chlef a franchi une étape majeure dans sa modernisation. Pas moins de 42.000 documents de son fonds patrimonial viennent d'être numérisés. Cette initiative vise à protéger ces œuvres de l'usure du temps et à les rendre accessibles à un public plus large, marquant ainsi un tournant décisif pour la culture dans la wilaya.**

Par Chaimaa Sadou

C'est un vent de modernité qui souffle sur les rayonnages de la Bibliothèque principale de lecture publique de Chlef. Dans le cadre d'un vaste programme de transition numérique, les responsables de l'établissement ont annoncé, jeudi 19 février, la numérisation de plus de 42.000 titres issus de son riche fonds documentaire. Une opération d'envergure qui, selon la directrice Leïla Merzouk, vise à "faciliter l'accès aux ouvrages disponibles, la consultation des catalogues, ainsi qu'à promouvoir la lecture". Ce projet ambitieux pose une nouvelle pierre à l'édifice d'une future interconnexion des bibliothèques publiques à l'échelle nationale.

Cette avancée technologique ouvre de nouvelles perspectives pour les lecteurs. L'initiative de Chlef s'inscrit dans un mouvement global de sauvegarde et de diffusion du savoir. Mais au-delà de la simple conservation, quels sont les véritables bénéfices de cette révolution numérique pour les lecteurs, pour les auteurs, et même pour notre planète ?

### Des bienfaits indéniables pour les lecteurs

Pour l'utilisateur, qu'il soit chercheur, étudiant ou simple curieux, les avantages sont nombreux et concrets. La numérisation des livres, leur conversion en formats numériques comme le PDF ou l'EPUB, transforme profondément l'expérience de lecture.

Premièrement, l'accessibilité est démultipliée. Finies les contraintes d'horaires et de déplacements. Avec un fonds numérisé, le lecteur peut consulter des ouvrages rares ou spécialisés depuis son domicile, à n'importe quel moment de la journée ou de la nuit. Pour les personnes à mobilité réduite ou vivant dans des zones éloignées, c'est un véritable accès facilité à la culture.

Ensuite, c'est un gain de place et de poids considérable. Une liseuse ou une tablette peut contenir des mil-



liers de livres. Finies les contraintes de transport des livres ou les déménagements périlleux de bibliothèques personnelles. Des milliers d'ouvrages peuvent désormais être accessibles sur un seul support numérique.

Enfin, le numérique offre un confort de lecture personnalisé. La possibilité d'ajuster la taille de la police, d'activer un rétroéclairage pour lire dans l'obscurité, ou encore de rechercher instantanément un mot ou une citation, sont autant de fonctionnalités qui rendent la lecture plus inclusive et agréable, notamment pour les personnes malvoyantes. Le dictionnaire intégré et la fonction de traduction deviennent des alliés précieux pour la compréhension des textes.

### Le dilemme des auteurs : visibilité contre rémunération

Si pour le lecteur, l'aubaine est évidente, la situation est plus nuancée du côté des auteurs. La numérisation est souvent perçue comme une épée à double tranchant.

D'un côté, elle offre une vitrine planétaire. Des auteurs méconnus ou en auto-édition peuvent toucher un public qu'ils n'auraient jamais atteint en librairie. Le numérique permet de contourner le circuit traditionnel des maisons d'édition et de se faire connaître grâce au bouche-à-oreille en ligne. C'est une formidable opportunité de démocratisation.

Cependant, la contrepartie est souvent financière. La crainte de voir leurs œuvres circuler illégalement sur le net est une préoccupation constante. Même dans le cadre d'une diffusion légale, la rémunération est souvent moindre. "Le prix des livres numériques, en raison de l'absence du coût du papier et de l'impression,

est généralement moins élevé", note un article spécialisé, ce qui devrait en théorie favoriser l'accessibilité. Mais en pratique, les droits d'auteur perçus sur un livre numérique atteignent rarement le montant de ceux perçus sur un livre papier. Pour vivre de leur plume, les auteurs doivent souvent vendre des volumes bien plus considérables qu'avec le support traditionnel. La gestion des droits, confiée à des organismes comme le CFC en France, tente d'encadrer ces pratiques pour assurer une rémunération, mais le chemin est parfois semé d'embûches pour les créateurs.

### 17 arbres pour une tonne de papier

Au-delà des aspects pratiques et économiques, se pose une question cruciale pour notre époque : celle de l'environnement. L'argument écologique est souvent mis en avant pour promouvoir le livre numérique. Après tout, moins de livres papier signifie moins d'arbres coupés, n'est-ce pas ?

La réalité est plus complexe. Il est vrai que la production de papier a un impact environnemental significatif. Selon des données du secteur, 17 arbres sont nécessaires pour produire une tonne de papier, et chaque kilogramme de papier fabriqué nécessite environ 500 litres d'eau. Sur l'ensemble de son cycle de vie (de la coupe de l'arbre à l'impression et au transport), un livre neuf peut avoir une empreinte carbone d'environ 2 kg d'équivalent CO<sub>2</sub>. À l'échelle mondiale, ce sont des millions d'arbres qui sont utilisés chaque année pour l'édition. La numérisation permet donc d'épargner une partie de ces ressources. Des associations de recyclage de livres estiment avoir déjà

sauvé des centaines de milliers d'arbres grâce à la réutilisation et à la dématérialisation.

Cependant, le livre numérique n'est pas sans reproche. Il repose sur une infrastructure matérielle lourde : la fabrication des liseuses, tablettes et serveurs est extrêmement gourmande en ressources et en énergie. L'extraction de métaux rares (lithium, cobalt) pour les batteries, la production des composants électroniques et l'acheminement des appareils génèrent une pollution et des émissions de CO<sub>2</sub> significatives. Une liseuse aurait ainsi une empreinte carbone équivalente à celle de la fabrication d'environ 80 livres papier. Pour qu'elle devienne "écologique", il faut donc l'utiliser intensivement et sur une longue durée, en évitant de changer de modèle tous les ans. De plus, le stockage des données numériques dans des data centers, ces immenses entrepôts de serveurs, consomme une quantité incroyable d'électricité.

Ainsi, aucun format n'est vertueux dans l'absolu. Le livre papier, s'il utilise du papier issu de forêts gérées durablement (labels FSC ou PEFC), peut voir son impact réduit. Le livre numérique, quant à lui, est plus écologique pour les grands lecteurs qui utilisent leur liseuse pendant plusieurs années.

### Chlef, un salon pour accompagner le mouvement

Cette dynamique numérique à Chlef ne se fait pas en vase clos. La Bibliothèque principale et ses annexes de Chorfa et Chettia accueillent également, du 19 au 27 février, un Salon du livre religieux. Près d'une centaine de titres dédiés à la Sira Nabouia et aux grandes figures de l'islam sont présentés. Une "Tente de lecture" sera même installée pendant les soirées du Ramadhan pour proposer pièces de théâtre, poésies et rencontres avec des auteurs locaux. Un bel exemple de la complémentarité entre l'objet livre physique, vecteur de rencontres et d'émotions, et le fichier numérique, outil de diffusion et de conservation.

La numérisation de plus de 42.000 titres à la Bibliothèque principale de lecture publique de Chlef marque une étape importante dans la modernisation du secteur culturel local. Elle améliore l'accès au savoir, soutient la promotion de la lecture et prépare l'interconnexion des bibliothèques à l'échelle nationale.

Si cette évolution profite largement aux lecteurs, elle pose aussi des défis pour la rémunération des auteurs et pour l'environnement. L'enjeu consiste désormais à concilier progrès technologique, respect des créateurs et gestion responsable des ressources.

C.S

## PROPRETÉ DE L'ENVIRONNEMENT

# UN PLAN D'ACTION EXCEPTIONNEL POUR LA COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS DURANT LE MOIS DE RAMADHAN

L'établissement public de collecte et de traitement des déchets ménagers "Mitidja-Nadhafa" de la wilaya de Blida a mis en place un plan d'action exceptionnel pour la collecte et le transport des déchets ménagers durant le mois de Ramadhan, marqué par une hausse significative du volume de ces déchets, a-t-on appris jeudi auprès de cette entreprise publique. Ce dispositif vise à garantir la salubrité du cadre de vie et à assurer un environnement sain aux citoyens, qui sont appelés à soutenir les efforts de l'établissement en respectant les horaires de sortie des déchets, a indiqué à l'APS la cheffe du service de l'environnement et de l'hygiène Souad Siyad. Elle a souligné que ses services prévoient une augmentation de près de 30 % du volume des déchets ménagers durant ce mois, la quantité collectée passant de près de 900

tonnes/jour en période ordinaire à près de 1.200 tonnes/jour durant le Ramadhan. Le plan en question porte sur le renforcement des opérations de collecte, notamment au niveau des marchés populaires et des grands ensembles urbains, ainsi que des campagnes de nettoyage des artères principales et secondaires, des entrées et sorties de villes et des places publiques. Il inclut également le déplacement de certains points de collecte situés à proximité des mosquées. Par ailleurs, l'établissement a entamé le remplacement des bacs vétustes par de nouveaux conteneurs d'une capacité de 770 litres, notamment dans les grands pôles urbains tels que Sefsaf et Haouch Errih, ainsi que dans les quartiers à forte densité de population, à l'instar de Souakria et Sidi Hamad (Meftah), et dans les communes à forte concentration démographique,

comme Ouled Yaïch, Blida, Larbaa et Boufarik. Mme.Siyad a également fait état du renforcement des tournées de collecte à travers les cités, quartiers et rues, appelant les citoyens à respecter les horaires fixés pour la sortie des déchets, à 20h00 et à 06h00, tout en mettant en garde contre le mélange des déchets dangereux avec les ordures ménagères, afin de préserver la sécurité des agents.

Une campagne de sensibilisation a, en outre, été lancée au profit des commerçants exerçant le long des artères principales, les invitant à sortir leurs déchets en une seule fois à la fin de leurs activités, afin d'éviter leur accumulation, susceptible de menacer la santé publique et de défigurer le paysage urbain, a conclu la même source.

R.Env

# IMMERSION AU CŒUR DES DISPOSITIFS SOCIAUX POUR LE MOIS SACRÉ MME SORAYA MOULOUDJI PASSE EN REVUE LES STRUCTURES D'ACCUEIL

À la veille de l'entame du Ramadan, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji, a effectué une visite impromptue au centre d'hébergement pour seniors de Sidi Moussa.

Par Malek Gaya

Selon un communiqué officiel publié jeudi, cette descente sur le terrain s'inscrit dans une démarche régulière d'évaluation des infrastructures sociales. L'objectif principal était de vérifier l'application concrète des mesures spécialement conçues pour le mois sacré, ainsi que le fonctionnement global de l'établissement.

Guidée par la volonté constante d'optimiser les prestations offertes par son département, la ministre a procédé à une inspection minutieuse des lieux de vie, des unités de soins et des différents espaces communs du foyer. Elle a pu observer directement la qualité des soins médicaux réguliers, l'effica-

cité de l'accompagnement psychologique et social, ainsi que l'organisation pratique mise en place pour la confection et le service des repas de rupture du jeûne, qu'ils soient pris en commun ou de manière individuelle.

Lors de ce déplacement, Mme Mouloudji a également prêté une oreille attentive aux exposés des équipes dirigeantes et soignantes. Ces échanges ont porté sur les méthodes déployées pour concrétiser le programme spécifique au Ramadan, mettant en lumière le travail des personnels administratifs, éducatifs et médicaux.

Pour clore cette inspection, la première responsable du secteur a formulé plusieurs recommandations. Elle a insisté sur l'impératif de placer l'humain au centre de toutes les actions durant cette période, en recréant une ambiance familiale propice au bien-être des résidents et en enrichissant l'offre d'activités récréatives et culturelles.

M.G



## ÉLAN DE GÉNÉROSITÉ À ORAN LE CROISSANT-ROUGE MOBILISÉ POUR UN RAMADHAN DE PARTAGE ET D'ENTRAIDE

À l'occasion du mois sacré, le comité de wilaya du Croissant-Rouge algérien à Oran a mis sur pied un vaste dispositif de solidarité, articulé autour de tables de rupture du jeûne et de multiples actions caritatives, ont indiqué les instances dirigeantes de l'association.

Par Saïd Slimani

Selon les explications fournies à l'APS par M. Karim Mouchi, directeur du bureau de wilaya, cette mobilisation se traduit concrètement par l'activation de 19 cantines d'iftar disséminées dans 15 localités. Ces structures permettront de servir plus de 150 000 repas, destinés prioritairement aux personnes vulnérables et aux usagers de la route.

L'initiative prévoit également la mise à dis-

position de plus de 61 000 repas conditionnés pour emport. Cette enveloppe inclut 7 000 portions pour la rupture du jeûne, spécifiquement allouées aux personnes accompagnant des patients au CHU Benzerjeb, à l'hôpital pédiatrique de Canastel ainsi qu'à l'établissement spécialisé pour grands brûlés. À cela s'ajoutent 7 000 repas destinés au repas de l'aube.

Dans la même dynamique, l'antenne locale du Croissant-Rouge s'associe à la mairie d'Oran pour dresser une vaste structure d'accueil sur l'espace public du 1er Novembre. Ce lieu pourra recevoir plus d'un millier de convives, incluant des voyageurs, des personnes défavorisées et des étrangers de confession musulmane. Un autre point de restauration sera installé au village méditerranéen, ouvert aux résidents et aux visiteurs de passage.

Un moment de convivialité spécifique sera réservé aux enfants privés de soutien familial et

à leurs proches. Autour d'un repas commun, des animations ludiques et des ateliers pédagogiques sont programmés pour semer la joie et consolider les valeurs de fraternité.

Durant cette période, l'instance oranaise pilotera aussi une vaste campagne médicale bénévole. Il s'agira de prendre en charge l'opération de la circoncision pour 450 garçons issus de foyers modestes, dans des conditions sanitaires rigoureuses, afin de soulager les contraintes financières de ces familles, précise le communiqué.

Par ailleurs, pas moins de vingt collectes de sang sont organisées à travers le territoire de la wilaya. Menées en partenariat avec divers acteurs locaux, ces actions visent à ancrer le réflexe du don citoyen et à soutenir les capacités des services de santé.

S.S

## RAMADHAN ET CONCOURS POUR JEUNES LA BELLE INITIATIVE DE LA DGS

La Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Oran a lancé une série de concours à l'échelle de la wilaya, à travers les différentes structures de jeunesse, dans une ambiance culturelle et compétitive marquée par l'esprit du mois sacré de Ramadan et ses nobles valeurs, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Ces concours, organisés sous le patronage du wali d'Oran, M. Brahim Ouchene, constituent une opportunité offerte aux jeunes pour mettre en valeur leurs talents et développer leurs compétences dans divers domaines culturels, artistiques et sociaux, tout en renforçant l'esprit de créativité et de compétition entre eux, a-t-on indiqué.

Organisées par la Direction de wilaya de la jeunesse et des sports et l'Office des établisse-

ments de jeunesse, en coordination avec les maisons de jeunes et en collaboration avec des associations activant dans le domaine de la jeunesse, ces concours s'inscrivent dans le programme tracé pour le mois de Ramadan visant à dynamiser la scène culturelle et à attirer les jeunes vers les espaces dédiés, selon la même source.

Ces concours concernent notamment la deuxième édition du concours de photographie intitulé "Oran en image", ainsi que les éliminatoires au niveau de la wilaya du concours régional de la meilleure affiche publicitaire dans sa deuxième édition, placée sous le slogan : "Non à la drogue, oui à la vie Les jeunes d'aujourd'hui, l'avenir de demain", en plus d'autres compétitions sportives, religieuses, éducatives et récréatives à caractère éducatif, a-t-on précisé.

R.C

## DÉBUT VENDREDI DE LA 15<sup>e</sup> ÉDITION DU CONCOURS TAJ EL CORAN

La 15e édition du concours Taj El Coran débutera, vendredi, au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal à Alger, avec la participation de 18 candidats issus de différentes wilayas du pays, a indiqué jeudi un communiqué de l'Etablissement public de Télévision (EPTV).

Cette édition du concours Taj El Coran, lancée par la Télévision algérienne et mise en œuvre par la chaîne TV Coran, enregistre la participation d'éminents récitants de pays arabes et musulmans, dont la Palestine, la Syrie, la Bosnie-Herzégovine, l'Éthiopie, la Mauritanie, le Tchad, la Tunisie, la Libye et la République arabe sahraouie démocratique.

Ce programme vise, à travers la dimension internationale qui lui est conférée, à élargir son audience et à accroître le nombre de téléspectateurs dans les pays arabes et musulmans, ainsi que dans d'autres régions du monde, tout en contribuant à "promouvoir l'image de l'Algérie et les valeurs de modération, de juste milieu, de tolérance et de fraternité sur lesquelles repose son référent religieux".

Neuf candidates et neuf candidats sélectionnés au terme des éliminatoires, organisés à travers les différentes wilayas du pays, bénéficieront d'un accompagnement et d'une formation continue au sein de l'école du programme, inaugurée samedi dernier par le Directeur général de la Télévision algérienne, Mohamed Baghali, a rappelé la même source.

R.C

## FUTSAL

# L'ONJSA S'ASSOCIE À OOREDOO POUR LA 5<sup>E</sup> ÉDITION DU TOURNOI NATIONAL DE LA PRESSE

L'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA) a annoncé, vendredi, la conclusion d'un accord de partenariat et de sponsoring avec naming avec l'opérateur mobile Ooredoo Algérie, à l'occasion de la 5<sup>e</sup> édition du Tournoi national de la presse de futsal 2026.

A la suite de cet accord, le tournoi, organisé annuellement au profit de la presse sportive nationale et dont le coup d'envoi est prévu ce vendredi soir à la salle de la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf (OCO), portera désormais l'appellation "Tournoi de la presse Ooredoo", précise le communiqué de l'ONJSA.

L'accord prévoit également le sponsoring des maillots de la compétition, consacrant ainsi Ooredoo en tant que sponsor principal et officiel de cet événement sportif médiatique.

A cette occasion, l'ONJSA a exprimé sa satisfaction quant au renouvellement de ce partenariat avec l'un de ses partenaires historiques. Elle am-



bitonne de faire de cette collaboration une véritable valeur ajoutée qualitative, répondant aux attentes des deux parties et contribuant au renforcement de la dimension économique et médiatique du tournoi.

L'organisation a également affirmé sa confiance dans la capacité de ce partenariat à at-

teindre ses objectifs, à renforcer le soutien au paysage médiatico-sportif national et à contribuer à la construction d'une dynamique communautaire, en phase avec les responsabilités sociales des deux institutions.

"Cette collaboration permettra à l'ONJSA de garantir le succès de cet événement sportif majeur et de lui conférer une dimension encore plus importante", a précisé l'organisation, tout en remerciant Ooredoo pour son soutien, sa confiance et sa précieuse contribution.

Vingt-quatre (24) équipes représentant différents médias nationaux prendront part à cette 5<sup>e</sup> édition du tournoi de futsal, initié par l'ONJSA. Réparties en six groupes de quatre équipes, elles disputeront un premier tour en formule championnat. Les deux premiers de chaque groupe accéderont aux huitièmes de finale, accompagnés des quatre meilleurs troisièmes.

La cérémonie d'ouverture, à laquelle prendront part des personnalités politiques et sportives, ainsi que des invités d'honneur et des représentants de la famille de la presse nationale, se déroulera ce vendredi soir. Le match d'ouverture, prévu à 21h30, opposera les équipes représentant les quotidiens Al-Chaâb et Ennahar Online, toutes deux versées dans le groupe A.

RS/APS

## FESTIVAL OMNISPORTS À BECHAR

## PLUS DE 200 ATHLÈTES EN LICE DU 23 FÉVRIER AU 10 MARS

Un Festival omnisports réunissant plus de 200 athlètes appartenant à différentes ligues, associations et clubs sportifs de la wilaya de Bechar se tiendra, du 23 février au 10 mars, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction de l'Office du parc omnisports de la wilaya (OPOW-Bechar).

Organisé dans le cadre du programme national lancé par le ministère des Sports, cet événement vise à animer les soirées du Ramadhan, tout en favorisant un esprit de compétition et de fraternité entre les participants, a-t-on précisé.

Cette manifestation est mise sur pied en collaboration étroite avec les ligues sportives locales spécialisées, ainsi qu'avec les clubs et associations sportives de la wilaya, a expliqué la même source.

Parmi les ligues locales impliquées dans le déroulement de cette manifestation sportive, figurent les ligues de football, handball, basketball, gymnastique, judo, taekwondo, arts martiaux, natation et Yoseikan sud.

Des clubs locaux de football tels que JS Saoura, US Bechar-Djedid, Jeunesse sportive de Taghit, CR Bechar et le club de football d'Abadla participeront également à l'événement.

Les compétitions prévues en soirée, dans le cadre de ce Festival, sous forme de tournois de football, handball, basketball, gymnastique, judo, taekwondo, natation et Yoseikan budo, opposeront des athlètes garçons et filles appartenant aux catégories minimales, cadets et seniors provenant des mêmes ligues spécialisées, clubs et associa-

tions sportives locales, a-t-on indiqué.

Ces tournois sportifs se dérouleront dans diverses installations et salles omnisports relevant de l'OPOW à Bechar.

Cet événement sportif illustre l'engagement du secteur à promouvoir la pratique du sport, tout en profitant des soirées du mois sacré pour organiser des activités sportives enrichissantes, selon les responsables du même office.

L'objectif principal de ce Festival sportif est de conjuguer esprit de compétition, valeurs de fraternité et cohésion, dans un cadre marqué par le respect, la discipline et l'épanouissement collectif, a-t-on souligné.

RS/APS

## ATHLÉTISME

### LES HORAIRES DES SOIRÉES RAMADAN CONNUS

La Fédération algérienne d'athlétisme a dévoilé vendredi le programme horaire des deux Soirées Ramadan, qui auront lieu respectivement le 27 février courant à Souk El Tenine (Béjaïa), et le 6 mars prochain au SATO du stade du 5-Juillet (Alger).

Plusieurs épreuves de course, de saut et de lancer sont inscrites au menu de ces deux compétitions, qui débuteront à 22h00 et s'achèveront vers 1h30 du matin.

Ces compétitions sont d'une grande importance pour les athlètes d'élite (seniors et U20), car elles s'inscrivent dans leur programme de préparation en prévision d'importantes échéances internationales à venir.

Parmi ces rendez-vous, les pro-

chains Championnats arabes d'athlétisme des moins de 20 ans, prévus du 26 au 30 avril en Tunisie, ainsi que les Championnats d'Afrique d'athlétisme (seniors), prévus du 12 au 17 mai à Accra (Ghana).

"Concernant les épreuves combinées, il y aura deux stages de sélection. Le premier, les 27-28 mars, sera destiné aux athlètes de moins de 20 ans, alors que le second, les 9-10 avril sera consacré aux seniors. Ainsi, "les épreuves du Décathlon et de l'Heptathlon (seniors) du championnat national hivernal se dérouleront les 9 et 10 avril 2026 à Alger" a-t-on encore précisé de même source.

RS

## BOXE

### LA FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE BOXE TIENDRA SON AGO LE 3 MARS À ALGER

La Fédération algérienne de Boxe a annoncé vendredi dans un communiqué qu'elle tiendra son Assemblée Générale Ordinaire (AGO) dans la soirée du mardi 3 mars 2026, à partir de 21h00, à la salle des conférences du Comité olympique et sportif algérien (COA), à Alger. Outre la présentation des bilans moral et fi-

nancier de l'année 2025, et la lecture du rapport du commissaire aux comptes, plusieurs autres sujets seront abordés par cette assemblée.

Parmi eux, le plan d'action de la fédération pour la nouvelle saison sportive, ainsi que le budget prévisionnel pour l'année 2026.

RS/APS

### VOLLEYBALL/CHAMPIONNAT DU MONDE FÉMININ (U17) 2026 LE TIRAGE AU SORT PRÉVU POUR LE 18 MARS PROCHAIN

Le tirage au sort du Championnat du monde féminin U17 de volley-ball, Chili (6-16 août 2026), qui déterminera la composition finale des groupes, aura lieu le 18 mars prochain, a annoncé la Fédération Internationale (FIVB), sur son site officiel.

Cette édition marquera une montée en puissance de la compétition, avec 24 équipes engagées, contre 16 lors de la première édition organisée à Lima, au Pérou, en 2024, et remportée par la Chine.

Le continent africain sera représenté par l'Égypte, championne CAVB U16, la Tunisie, vice-championne, et l'Algérie, médaillée de bronze.

Les 24 équipes seront réparties en quatre groupes de six, disputés sous forme de championnat. Les quatre premières équipes de chaque poule accéderont aux huitièmes de finale.

La compétition se poursuivra ensuite en élimination directe : quarts de finale, demi-finales puis finale, qui désignera la championne du monde.

Les équipes éliminées en huitièmes de finale disputeront des matchs de classement pour les places 9 à 16, tandis que les deux dernières équipes de chaque groupe s'affronteront pour déterminer les rangs 17 à 24.

Voici la répartition des 24 pays qualifiés par continent : Europe (6) : Pologne, Italie, Espagne, Turquie,



Croatie, République tchèque  
Asie (6) : Japon, Thaïlande, Chine, Corée du Sud, Philippines, Taïpei chinois

Amérique du Sud (5) : Chili (pays hôte), Argentine, Brésil, Pérou, Venezuela

Amérique du Nord (4) : République Dominicaine, Porto Rico, Mexique, États-Unis

Afrique (3) : Algérie, Égypte, Tunisie.

RS/APS

## PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

# PRÈS DE 300 MONNAIES ROMAINES TRANSFÉRÉES DE MILA AU MUSÉE DE CONSTANTINE

Les services de la Direction de la culture et des arts de Mila ont annoncé, jeudi, le transfert de 292 pièces de monnaie antiques en bronze vers le musée public national Cirta de Constantine, où elles seront désormais conservées.

Selon Lezghad Chiaba, chef du

Par Tinhinane Bendahmane

service du patrimoine culturel, ces monnaies, acheminées dans la matinée sous escorte sécuritaire, appartiennent à différentes périodes de l'époque romaine.

Ces artefacts ont été saisis lors de trois opérations menées depuis le

début de l'année 2026 par les forces de l'ordre, dans le cadre de la répression du trafic illicite d'antiquités. Faute de structure adaptée dans la wilaya de Mila pour préserver ce type de vestiges, la direction concernée a entrepris les démarches administratives nécessaires avant d'opter pour leur dépôt au musée Cirta, établissement habilité à la conservation de pièces archéologiques.

Depuis 2011, ce sont au total 12 079 objets historiques — monnaies, céramiques, bijoux et divers artefacts d'importance — qui ont quitté Mila pour rejoindre les réserves du musée constantinois.

T.B



## PROMOTION DE LA LECTURE

## RÉHABILITATION DES BIBLIOTHÈQUES SCOLAIRES À OUARGLA

Une initiative visant à réhabiliter et valoriser les bibliothèques des établissements scolaires a été lancée à Ouargla par la Maison de la culture Moufidi-Zakaria, ont annoncé les organisateurs jeudi. Cette action s'inscrit dans une démarche de renforcement des habitudes de lecture chez les élèves.

Selon le directeur de l'institution culturelle, Kachour Bencherghi, cette opération prend la forme d'une caravane itinérante. Elle a pour objectif de

redonner vie aux bibliothèques en tant qu'espaces éducatifs essentiels à l'épanouissement intellectuel des jeunes, grâce à des activités à la fois interactives et ludiques. Dans ce cadre, des lots d'ouvrages couvrant divers champs scientifiques et culturels sont distribués afin d'enrichir le vocabulaire et les connaissances des apprenants. Des ateliers de contes et des jeux éducatifs axés sur les valeurs patriotiques et la préservation de l'environnement sont également proposés.

Cette démarche a reçu un accueil chaleureux de la part des enseignants et des élèves. Ces derniers y voient une contribution positive à la vie scolaire, un renforcement des liens entre les secteurs culturel et éducatif, ainsi qu'un appui aux actions de sensibilisation menées dans les différentes localités de la wilaya.

T.B

## HYGIÈNE/NETCOM

## MOBILISATION DE 4500 EMPLOYÉS ET 390 ENGINES POUR L'ENTRETIEN DE LA CAPITALE DURANT LE RAMADHAN

L'occasion du mois sacré de Ramadhan, l'établissement de nettoyage et de collecte des ordures ménagères (Netcom) a déployé un programme spécial afin de renforcer l'entretien de la capitale, en mobilisant 4500 employés et 390 engins.

Ce programme, lancé en amont du mois de jeûne, consiste à nettoyer les espaces publics, notamment les marchés, les abords des mosquées et les aires de jeux, ainsi que les sites à forte affluence, tels que la Promenade des Sablettes, le Parc zoologique et de loisirs de Ben-Aknoun et la Fontaine d'El-Harrach, a indiqué à l'APS, la chargée de communication de Netcom, Nassima Yacoubi.

Elle a précisé que cette initiative tient compte des particularités du mois de Ramadhan, durant lequel les quantités des déchets enregistrent une hausse estimée à 18 % par rapport au reste de l'année, passant d'environ 1100 tonnes par jour à près de 1300 tonnes, principalement en raison du gaspillage alimentaire. Face à cette augmentation, Netcom a mobilisé pas moins de 4500 employés et 390 engins divers, pour assurer le ramassage des ordures, le lavage des voies publiques ainsi que le balayage mécanique. Ce dispositif sera renforcé par la dotation de 1500 bennes supplémentaires à travers la capitale, dont certaines destinées à la collecte du pain, produit largement consommé durant cette période, a souligné Mme Ya-

coubi, rappelant qu'en 2025, pas moins de 15 tonnes de pain ont été récupérées, sachant que la nature spécifique de ce produit impose un traitement distinct et des moyens supplémentaires pour une collecte séparée. Un système de permanences sera, également, assuré 24/24 h, tout au long du mois sacré, avec le renforcement des interventions, afin d'éviter l'accumulation des déchets et préserver la propreté de l'environnement. S'agissant du volet préventif, l'entreprise avait procédé au lancement d'une campagne de sensibilisation depuis une vingtaine de jours, destinée à inciter les citoyens à une consommation plus responsable et à lutter contre le gaspillage, en mettant en lumière les répercussions économiques, environnementales et sanitaires de ce phénomène. A ce titre, Mme Yacoubi a rappelé que l'amoncellement des déchets, majoritairement composés de matières organiques, favorise leur décomposition ainsi que la prolifération d'insectes et la diffusion d'odeurs nauséabondes, ce qui représente un danger pour la santé publique et une dégradation du cadre de vie général. Par conséquent, elle a appelé les citoyens et les commerçants à respecter les horaires de dépôt des ordures, à utiliser des sacs adaptés, et à procéder au tri préalable des déchets, afin de faciliter le travail des agents d'entretien et de garantir la salubrité de l'environnement, tout au long du mois de Ramadhan.

R.S

## PATRIMOINE/HISTOIRE LANCEMENT D'UNE OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT DU SITE HISTORIQUE FORT-POLIGNAC

Une opération d'aménagement du site historique Fort-Polignac a été lancée par la direction locale de la Culture et des Arts (DCA), dans le cadre de la préservation du patrimoine, a-t-on appris jeudi de cette institution.

Retenue dans le cadre d'un programme périodique d'entretien et de préservation des sites historiques, l'opération vise à redorer le blason de ce fort historique et permettre aux visiteurs, notamment les élèves, de s'enquérir de l'histoire des sites et monuments de la région, a indiqué le directeur du secteur, Samir Bensalem.

Selon le chef de service du patrimoine culturel à la DCA, Farid Bendar, ce site historique, érigé sur plusieurs phases dès 1908, en un lieu stratégique sur une superficie de 1.764 m<sup>2</sup>, faisait partie d'une chaîne de forts et de sites d'incarcérations réalisés par les autorités coloniales françaises dans différentes régions du Sud-Est du pays pour assurer sa mainmise sur la région et connecter ses différents cantonnements, car ce site, jalonné de postes de garde et de tour d'observation, disposait de galeries et de geôles souterraines.

Le chef du service du patrimoine historique et culturel à la direction des Moudjahidine, Mohamed El-Hassaoui, a présenté Fort-Polignac comme un témoin tangible de la politique coloniale française axée sur la répression et l'altération de l'identité nationale, ajoutant que de pareilles installations dénotent de l'intention hégémonique du colonialisme de sa volonté de contrôle de la population locale.

Pour M. Hassaoui, ce site historique témoigne également des crimes et atrocités commis par le colonialisme à l'encontre de la population, parmi lesquels figurent les Chouhada Seghir Benhakem et Targui Wantimidhi, tombés en martyrs sous la torture.

Le directeur des Moudjahidine et Ayants droit d'Illizi, Abdelbasset Benkaza, a signalé que ce site de quatre pavillons est composé de plusieurs installations, dont des postes de vigie et de surveillance, d'un réseau de tunnels, des geôles pour l'incarcération des moudjahidine, aussi bien locaux que d'autres régions du pays.

Placée sous la tutelle du Ministère de la Défense nationale jusqu'à 1996, Fort-Polignac avait été transféré au secteur des domaines, puis à celui de la culture avant de bénéficier en 2002, d'actions de restauration et de réhabilitation et d'être inauguré en 2004.

R.C

LA PALESTINE ET EPSTEIN

# CHRONIQUE DE LA FAILLITE MORALE ET POLITIQUE D'UN ORDRE MONDIAL INIQUÉ ET ANACHRONIQUE

**Ce que j'ai nommé « monstruosité » dans mon livre paru tout récemment aux États-Unis[1] ne relevait ni d'une figure de style ni d'une polémique. Il s'agissait plutôt d'une lecture dépassionnée d'un système déjà à l'œuvre depuis plusieurs années. Un système dont la guerre contre la Palestine et le scandale Epstein sont devenus les révélateurs les plus abominables. Car là où les masques tombent, les logiques profondes apparaissent dans toute leur nudité.**

**Par Amir Nour  
In mondialisation.ca,  
18 février 2026**

Depuis le 7 octobre 2023, le monde assiste à une violence inouïe. Pourtant, rien de ce qui se déroule en direct devant nos yeux n'était vraiment imprévisible. En effet, ces événements dantesques s'inscrivent dans une architecture morale et politique qui hiérarchise les vies humaines : certaines doivent être protégées à tout prix, d'autres peuvent être sacrifiées sans que les centres de pouvoir mondiaux ne s'en émeuvent ou que le système qu'ils ont créé ne vacille dans l'immédiat.

Ce à quoi nous assistons aujourd'hui en Palestine n'est pas seulement un génocide. C'est la bureaucratie de la barbarie : des hôpitaux transformés en cibles militaires, des quartiers entiers et leurs habitants vaporisés, des familles affamées, une aide humanitaire utilisée comme levier stratégique. Ces faits ne sont pas des « excès » ponctuels comme se plaisent à le marteler la plupart des médias dominants. Ils s'inscrivent dans un registre répété, justifié et, pire encore, progressivement normalisé.

La singularité de notre époque tient moins à l'ampleur de cette sauvagerie — l'histoire ayant connu des épisodes plus sanglants encore — qu'à son blindage moral. Ainsi, la responsabilité s'en trouve dissoute par le langage — les civils « meurent », les hôpitaux « sont touchés », la famine « survient » — la syntaxe occulte l'accusation.

## Victimes avec des noms et d'autres n'en ont pas

De plus, tandis que les victimes occidentales sont individualisées, les victimes palestiniennes sont agrégées. Les premières ont un nom et une histoire ; les secondes sont anonymes et deviennent des chiffres.

L'origine première et quasi exclusive de cette tragédie humaine n'est pas « l'Occident » comme espace géographique, ni ses peuples. Le véritable coupable en est une coalition politico-stratégique formée de grandes puissances qui ont fusionné puissance militaire, légitimation morale sélective et exceptionnalisme politique pour en faire une doctrine implicite d'autorité. Celle-ci, que d'aucuns désignent de manière trompeuse et historiquement fautive, de « judéo-christianisme »[2], ne fait pas autorité en raison de sa supériorité



culturelle mais de la capacité redoutable de ses promoteurs à imposer un récit et à museler les voix qui le réfutent.

Certes, nous ne sommes plus face à des croisades au sens médiéval, mais les témoins dubitatifs et impuissants de « croisades postmodernes » menées avec des drones plutôt qu'avec de la cavalerie, des conditionnements médiatiques plutôt qu'avec des prêches et des véto au Conseil de sécurité de l'ONU plutôt qu'avec des fortifications.

Désormais, le diktat occidental s'exerce avec des technologies militaires et des arguties juridiques qui lui donnent une apparence de légitimité, et dont la Palestine est sans nul doute le champ d'application le plus perfide.

En ce sens, ce qui se passe à Gaza et en Cisjordanie n'est pas seulement un drame propre à ce territoire ou même au Moyen-Orient dans son ensemble — une région constamment déstabilisée par un Occident prédateur depuis plus d'un siècle — mais un moment révélateur pour l'opinion publique internationale de comprendre que l'universalisme proclamé est conditionnel et que le droit international est sélectif.

Nombre de penseurs contemporains ont objectivement analysé cette politique du deux poids deux mesures, et en ont notamment conclu qu'une grande partie des peuples de la planète se reconnaît dans cette tragédie, non par idéologie, mais par le traumatisme de la colonisation.

La monstruosité de notre siècle ne se manifeste donc pas uniquement par les bombes de plus en plus puissantes qui tombent sur des populations civiles innocentes et impuissantes, mais repose plutôt sur le consentement fabriqué qui permet leur utilisation meurtrière, de même que sur la capacité d'un système à légitimer la violence sans remise en cause majeure.

## Israël frappe la bande de Gaza avec l'équivalent de deux bombes nucléaires

Dans la réflexion que j'ai développée dans mon nouvel essai, il ne

s'agissait pas de donner une lecture alternative de la réalité internationale d'aujourd'hui ni, encore moins, de prédire l'avenir, mais de décrire une trajectoire. Celle-ci est désormais visible, palpable et condamnable dans ses multiples travers. Dès lors, la question centrale qui se pose au commun des mortels est : combien de temps encore l'ordre international actuel, né des décombres d'une Seconde Guerre mondiale engendrée par un Occident suprémaciste, colonialiste, impérialiste et vorace, pourra-t-il fonctionner sur un socle aussi inique et anachronique ?

La seule lueur d'espoir, semble-t-il, réside dans une prise de conscience mondiale, et plus particulièrement au sein des sociétés occidentales. A défaut, l'ensauvagement[3] du monde, qui se propage dangereusement sous nos yeux, risque de devenir la norme. Il restera, peut-être, une chance de réformer l'ordre mondial, afin de banir l'abjecte hiérarchisation des vies humaines et concrétiser l'aspiration planétaire légitime à un « vivre-ensemble en paix »[4].

Car, enfin, l'alternative à un tel saut salutaire ne serait-elle pas un glissement inconscient et fatidique vers un suicide collectif de l'humanité, vraisemblablement par apocalypse nucléaire ?

A.N

## NOTES :

[1] AMIR NOUR, "THE MONSTROSITY OF OUR CENTURY: THE WAR ON PALESTINE AND THE LAST WESTERN MAN", CLARITY PRESS INC., GEORGIA, USA, 2026 ([HTTPS://WWW.CLARITYPRESS.COM/PRODUCT/THE-MONSTROSITY-OF-OUR-CENTURY-THE-WAR-ON-PALESTINE-AND-THE-LAST-WESTERN-MAN](https://www.claritypress.com/product/the-monstrosity-of-our-century-the-war-on-palestine-and-the-last-western-man)).

[2] LIRE EN PARTICULIER : RICHARD BULLIET, "THE CASE FOR ISLAMIC-Christian CIVILIZATION", COLUMBIA UNIVERSITY PRESS, 2006, ET SOPHIE BESSIS, « LA CIVILISATION JUDÉO-CHRÉTIENNE : ANATOMIE D'UNE IM-

POSTURE », LES LIENS QUI LIBÈRENT, PARIS, FRANCE, 2025.

[3] LIRE À CET EFFET : THÉRÈSE DELPECH, « L'ENSAUVAGEMENT : LE RETOUR DE LA BARBARIE AU XXIÈME SIÈCLE », PARIS, GRASSET/FASQUELLE, 2005.

[4] À L'INITIATIVE DE L'ALGÉRIE ET D'AUTRES PAYS PARTAGEANT LES MÊMES IDÉES, L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES, DANS SA RÉSOLUTION 72/130 ADOPTÉE LE 8 DÉCEMBRE 2017, A DÉCLARÉ LE 16 MAI « JOURNÉE INTERNATIONALE DU VIVRE-ENSEMBLE EN PAIX ». IL S'AGIT D'UNE CÉLÉBRATION INTERNATIONALE ANNUELLE QUI SE TIENT LE 16 MAI AFIN DE PROMOUVOIR LA PAIX, LA TOLÉRANCE, L'INCLUSION, LA COMPRÉHENSION ET LA SOLIDARITÉ. ELLE VISE À ENCOURAGER LES INDIVIDUS, LES COMMUNAUTÉS ET LES PAYS À VIVRE ENSEMBLE EN HARMONIE ET À CÉLÉBRER LA DIVERSITÉ EXISTANT DANS LE MONDE, PAR LE BIAIS DE DIVERSES ACTIVITÉS CULTURELLES ET ARTISTIQUES, D'EFFORTS DIPLOMATIQUES ET D'ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX.

\*AMIR NOUR : CHERCHEUR ALGÉRIEN EN RELATIONS INTERNATIONALES ET CHERCHEUR ASSOCIÉ AUPRÈS DU CENTRE CANADIEN DE RECHERCHE SUR LA MONDIALISATION. SPÉCIALISÉ DANS LES RELATIONS ENTRE L'OCCIDENT ET LE MONDE ARABO-MUSULMAN À TRAVERS L'HISTOIRE, IL EST L'AUTEUR DE QUATRE OUVRAGES, DONT DEUX EN LANGUE FRANÇAISE : « L'ORIENT ET L'OCCIDENT À L'HEURE D'UN NOUVEAU SYKES-PICOT » (ÉDITIONS ALEM EL AFKAR, ALGER, 2014) ET « L'ISLAM ET L'ORDRE DU MONDE » (ALEM EL AFKAR, ALGER, 2021). EN ANGLAIS, SON DERNIER LIVRE.

# Escales sur le Web



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

## LE VILLAGE QUI AVAIT OUBLIÉ LE CIEL

Dans un village entouré de boubabs et de rivières chantantes vivait un jeune homme nommé Sando. Travailleur et intelligent, il répétait souvent :

« L'homme n'a besoin que de ses mains pour réussir. »

Les anciens parlaient de Dieu, le Créateur de toute chose, mais Sando riait :

« Ce sont des paroles pour consoler les faibles. Moi, je crois en ma force. »

Une année, les pluies cessèrent. Les champs se fendirent, les puits baissèrent, les récoltes moururent. Les chasseurs rentraient bredouilles, et la faim entra dans les maisons.

Sando redoubla d'efforts. Il laboura plus, creusa plus profond, planta encore. Rien ne poussait. Épuisé, il tomba malade au bord de son champ sec.

Une vieille femme du village, connue pour sa sagesse, le trouva et lui donna de l'eau. Elle lui dit doucement :

« Quand la racine oublie la pluie, elle croit que la terre seule suffit.



Mais sans le ciel, rien ne vit. »

Trop faible pour discuter, Sando fut ramené au village. Cette nuit-là, pour la première fois, il leva les yeux et parla à Dieu :

« Si tu existes, aide-moi à comprendre. Je suis fort, mais je suis

vide. »

Le lendemain, il décida d'aider les autres malgré sa faiblesse : partager le peu qu'il restait, encourager les enfants, réparer les toits. Son cœur changea avant que le ciel ne change.

Quelques jours plus tard, les nuages se rassemblèrent. La pluie tomba longtemps, profondément. Les graines oubliées germèrent. Le village revécut.

Sando alla voir la vieille femme : « La pluie est revenue. »

Elle répondit :

« Non. C'est ton cœur qui est revenu le premier. Dieu arrose d'abord l'intérieur de l'homme. »

Depuis ce jour, Sando travailla toujours de ses mains — mais pria d'abord avec son cœur.

Morale :

La force humaine est un outil puissant, mais elle devient stérile lorsqu'elle se coupe de sa source.

L'homme peut labourer la terre, mais il ne commande ni la pluie, ni la vie.

Quand l'orgueil ferme les yeux, le cœur se dessèche avant le champ.

Publié par Gilles Nya sur sa page Facebook, le 18 février 2026

## LE JOUR OÙ LA TERRE PARLA

Il était une fois, dans le nord paisible du Nigéria, un homme discret, que personne n'aurait imaginé comme gardien d'un héritage ancestral. Mallam Ibrahim, humble fermier, vivait en symbiose avec la terre rouge que ses ancêtres cultivaient depuis des générations.

Chaque matin, au chant du coq, il prenait sa houe, nourrissait ses chèvres, et retournait la terre, page après page, comme on explore un vieux manuscrit. Jusqu'au jour où... la terre lui répondit.

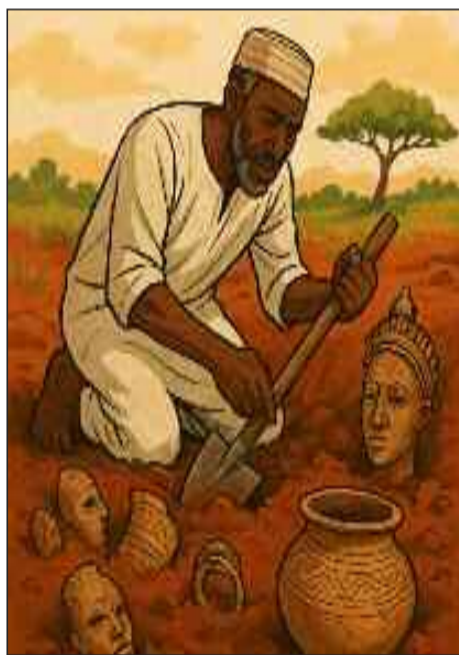
Ce matin-là, sa houe heurta quelque chose de solide. Pensant d'abord à un simple rocher, il creusa davantage. Ce qu'il déterra n'était ni pierre, ni racine : c'étaient des sculptures. Des visages d'argile et de bronze. Des poteries délicatement gravées. Des bijoux d'une finesse extraordinaire. Et parmi eux, le visage d'un roi, couronné, figé dans le temps.

Les anciens du village murmurèrent qu'il avait réveillé les esprits. Les enfants, fascinés et prudents, observaient de loin. Un enseignant de passage prit des photos et alerta les autorités culturelles. Les archéologues accoururent, émerveillés par ce que Mallam Ibrahim avait mis au jour.

Il venait de révéler les vestiges d'un ancien village de la civilisation Nok, datant de plus de 2 500 ans. Une civilisation brillante, bien antérieure à l'arrivée des colonisateurs, bien avant les forteresses d'Europe. Des fours de métallurgie, des sépultures royales, des œuvres d'art splendides... Des preuves irréfutables que l'Afrique a toujours pensé, créé, construit et rêvé.

Ce que Mallam Ibrahim avait découvert n'était pas un trésor au sens matériel. C'était un cri enfoui, une mémoire longtemps ignorée : l'Afrique n'a jamais été sans histoire. Son histoire était simplement enterrée, négligée, oubliée.

Aujourd'hui, son champ est devenu un site protégé, son nom est cité avec respect, et son geste, aussi simple qu'essentiel, nous enseigne une vérité profonde : parfois, l'histoire ne se trouve pas dans les livres, mais dans la terre, dans les mains



de ceux qui labourent, dans la mémoire silencieuse des peuples.

Mallam Ibrahim ne cherchait pas la gloire. Il cherchait de quoi nourrir les siens. Il a trouvé l'Histoire.

### La Leçon :

Parfois, les plus grandes richesses ne brillent pas en surface.

Elles sont enfouies dans la terre, dans la mémoire oubliée des peuples, et attendent celui ou celle qui aura le courage d'écouter, de creuser, de préserver.

L'histoire de Mallam Ibrahim nous enseigne que chaque geste simple peut révéler une vérité profonde. Que l'Afrique n'est pas un continent sans histoire, mais un continent dont l'histoire attend qu'on la raconte, qu'on la protège, qu'on l'honore.

Publié par Gilles Nya sur sa page Facebook, le 21 juin 2025

## LE TAM-TAM DE L'OISEAU BLEU

Dans la vallée de Yandaga, vivait un oiseau bleu au chant si doux qu'on disait qu'il pouvait apaiser les colères les plus terribles. Mais un jour, son chant s'arrêta.



Le village sombra alors dans l'agitation. Les disputes naissaient pour un rien, et les enfants refusaient d'écouter les anciens. Le vieux forgeron déclara :

— « Ce silence est un mauvais signe. Le cœur du village est malade. »

Un jeune garçon nommé Siriki, curieux et courageux, décida de suivre les traces de l'oiseau. Il traversa la rivière, grimpa les collines, marcha pendant trois jours et trois nuits. Au sommet du mont Téma, il trouva l'oiseau, triste, posé sur un rocher.

— « Pourquoi ne chantes-tu plus ? » demanda Siriki.

L'oiseau répondit :

— « Les hommes n'écoutent plus. Ils ne prennent plus le temps. Alors, pourquoi chanter ? »

Siriki sortit un petit tam-tam que son grand-père lui avait confié. Il frappa doucement, avec respect. L'écho se répandit dans les collines. L'oiseau écouta.

— « Voilà un cœur qui parle avec sincérité, » dit-il.

Et pour la première fois depuis des lunes, il se remit à chanter.

Le chant descendit la montagne et toucha le village. Les cris cessèrent. Les cœurs s'apaisèrent. Et les anciens dirent :

— « Ce n'est pas l'oiseau seul qui nous sauve, mais celui qui a su l'écouter. »

Morale :

La paix revient toujours par celui qui sait écouter ce que les autres ignorent.

Publié par Gilles Nya sur sa page Facebook, le 25 juin 2025



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:27	12:34	15:48	18:15	19:36

L'IMAM PRÊCHEUR, CHEIKH HOCINE OUALILI LORS DU SON PRÊCHE D'HIER

## « LE RAMADHAN, UNE OPPORTUNITÉ POUR CORRIGER LE COMPORTEMENT DE CONSOMMATION ET ANCRER LA CULTURE DE LA MODÉRATION »

**L'imam prêcheur, Cheikh Hocine Oualili, a indiqué, lors du premier prêché du vendredi du mois de ramadhan 2026 (2 ramadhan 1447 de l'hégire) prononcé à Djamaâ El Djazaïr, que le mois de ramadhan constitue une opportunité pour corriger le comportement de consommation, ancrer la culture de la modération et relever la prise de conscience, en harmonie avec les finalités du jeûne visant la purification de l'âme et le renforcement de l'esprit de solidarité.**

Dans son prêché devant une foule nombreuse de fidèles venus des différentes wilayas du pays, l'imam a souligné que "l'essence du jeûne s'illustre à travers la maîtrise des désirs et la rationalisation des dépenses, et non par la consommation excessive de nourriture et de boisson".

Il a appelé, dans ce sens, à "faire du ramadhan un point de départ pour corriger les habitudes sociales liées au gaspillage et pour promouvoir les valeurs de responsabilité et de solidarité envers les catégories démunies".

Il a relevé, en outre, que "la modération dans la consommation durant le mois sacré reflète une compréhension juste du véritable sens du culte et incarne la dimension civilisationnelle et humaine du jeûne".

Cheikh Hocine Oualili a également rappelé que "les finalités du ramadhan reposent sur l'édification spirituelle et la réforme comportementale, ce qui est contraire aux manifestations de gaspillage et l'excès ostentatoire dans les repas et les dépenses".

RA



LA LANGUE AMAZIGHE DANS LE SYSTÈME JUDICIAIRE NATIONAL

## LE MINISTRE DE LA JUSTICE PRÉSIDERA, CE SAMEDI, UNE JOURNÉE D'ÉTUDE SUR CE THÈME

**Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, présidera, samedi, aux côtés du secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), M. Si El Hachemi Assad, la cérémonie d'ouverture d'une journée d'étude consacrée au thème "La langue amazighe dans le système judiciaire national : vers la consécration de tamazight dans la pratique judiciaire et professionnelle", à l'École supérieure de la magistrature (ESM) de Koléa (w. Tipasa), indique vendredi un communiqué du ministère de la Justice.**

"L'organisation de cette journée d'étude, en partenariat entre le ministère de la Justice et le Haut-Commissariat à l'amazighité, s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la langue maternelle et traduit l'engagement de l'Etat à promouvoir la langue amazighe et à renforcer sa place au sein des différentes institutions de la République", précise la même source.

Cette rencontre abordera "plusieurs principaux axes, notamment le cadre constitutionnel et juridique de la justice linguistique, le rôle de la traduction judiciaire en tant que mécanisme garantissant les conditions d'un procès équitable, ainsi que la présentation des expériences de terrain et des défis pratiques liés à l'usage de la traduction lors des audiences judiciaires", lit-on dans le communiqué.

"Une élite d'universitaires et d'enseignants spécialistes, ainsi que des magistrats, des experts, des traducteurs et des cadres des deux secteurs, prendront part aux travaux de cette journée d'étude, afin d'enrichir le débat et de favoriser l'échange d'expériences", conclut le communiqué.

RA

### NIGERIA

## 33 PERSONNES TUÉES PAR DES HOMMES ARMÉS DANS LE NORD-OUEST DU PAYS

Au moins 33 personnes ont été tuées lorsqu'un groupe armé a attaqué un district dans l'Etat nigérian de Kebbi (nord-ouest), a annoncé vendredi la police. Le porte-parole de la police de Kebbi, Bashir Usman, a précisé dans un communiqué que ces bandits, soupçonnés d'être des membres de Lakurawa, un groupe armé opérant dans le nord du pays, ont attaqué mercredi le district de Bui, situé dans la zone gouvernementale locale d'Arewa. Les hommes armés ont envahi ce district dans le but de voler du bétail, a dit M. Usman, citant des enquêtes préliminaires. On pense que les assaillants

sont arrivés via la zone gouvernementale locale de Gudu, dans l'Etat voisin de Sokoto.

Des habitants des communautés environnantes se sont mobilisés en réponse à l'invasion, a-t-il ajouté, précisant que "lors de l'affrontement qui a suivi, 33 personnes ont perdu la vie". Le porte-parole de la police a déclaré que toutes les forces de sécurité, dont l'armée, avaient intensifié leurs patrouilles dans les communautés touchées, avec du personnel supplémentaire et des moyens opérationnels déployés pour rétablir la situation et prévenir de nouvelles attaques.

### DÉCÈS DU MOUDJAHID HADJ ABDELWAHAB BAKLI

## IL A ÉTÉ MINISTRE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT

L'ancien ministre du Tourisme et de l'Artisanat, le moudjahid Hadj Abdelwahab Bakli, est décédé à l'âge de 86 ans, a indiqué vendredi un communiqué du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit.

"En cette douloureuse épreuve, je présente, en mon nom personnel et au nom de la famille révolutionnaire et de l'ensemble des cadres et personnels du secteur des Moudjahidine et des Ayants-droit, mes sincères condoléances à la famille du défunt, les assurant de ma profonde compassion et priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde, de l'accueillir dans Son vaste paradis et de prêter pa-

tience et réconfort à sa famille, à ses proches et à ses valeureux compagnons de lutte", a écrit le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, M. Abdelmalek Tacherif, dans un message de condoléances adressé à la famille du défunt.

Le ministère des Moudjahidine a rappelé que le défunt était "un homme dévoué à la patrie et un militant fidèle, doté d'une grande sagesse, ayant porté son noble message et incarné les valeurs de fidélité à la Déclaration du 1er Novembre jusqu'à son dernier souffle. Puisse Allah lui accorder Sa miséricorde".

### GYMNASTIQUE / COUPE DU MONDE 2026

## KAYLIA NEMOUR EN FINALE DES BARRES ASYMÉTRIQUES À COTTBUS AVEC UN NOUVEL ÉLÉMENT SOUMIS À LA FIG

La gymnaste algérienne Kaylia Nemour s'est brillamment qualifiée pour la finale des barres asymétriques de l'étape de la Coupe du monde de gymnastique artistique, qui se déroule à Cottbus en Allemagne.

Nemour a dominé les qualifications avec une note de 15,200, se classant en tête devant la Russe Milina Kaimova, créditée de 14,033.

La championne algérienne a réalisé une prestation de haut niveau, marquée notamment par l'exécution d'un nouveau mouvement et d'un nouvel élément technique, soumis à la Fédération internationale de gymnastique (FIG) en vue

de son intégration au Code de pointage. En cas de validation, cet élément pourrait être officiellement inscrit sous l'appellation "Nemour 2". La finale des barres asymétriques est programmée samedi dans le cadre de cette étape de Coupe du monde de gymnastique artistique, qui se déroule du 19 au 22 février à Cottbus.

Après cette manche allemande, le circuit mondial fera successivement escale à Bakou (Azerbaïdjan), Antalya (Turquie), Le Caire (Egypte) et Osijek (Croatie), avant de s'achever à Doha (Qatar) du 14 au 18 avril. (APS)

### AFGHANISTAN

## L'EST DU PAYS FRAPPÉ PAR UN FORT SÉISME

L'épicentre du tremblement de terre a été localisé à environ 130 km au nord-est de Kaboul, a indiqué l'Institut américain de géophysique (USGS).

Des habitants des provinces de Bamiyan et de Wardak, à l'ouest de la capitale, ont déclaré à la presse avoir senti les secousses.

Aucune information sur d'éventuelles victimes n'était disponible dans l'immédiat.

L'Afghanistan subit fréquemment des séismes, en particulier le long de la chaîne de montagnes de l'Hindu Kush, proche du point de jonction entre les plaques tectoniques eurasiennne et indienne.

En août 2025, un séisme de magnitude 6, le plus meurtrier de l'histoire récente du pays, avait touché les provinces orientales de Kounar, Laghman et Nangarhar, faisant plus de 2.200 morts et de 4.000 blessés, selon les autorités. En novembre suivant, un tremblement de terre de magnitude 6,3 avait fait au moins 27 morts dans le nord.

Le manque d'infrastructures et de réseaux de télécommunications dans les régions montagneuses d'Afghanistan ont dans le passé ralenti les opérations de secours, laissant des villages reculés hors d'atteinte pendant des heures voire des jours.